

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

«L'Amérique n'est pas une superpuissance, mais une farce en faillite»

par Paul Craig Roberts, ancien ministre adjoint des Finances des Etats-Unis*

Le régime *Bush*, dominé par les néo-conservateurs et les médias, occupés par les Israéliens, mènent un monde aveugle à la guerre nucléaire.

A l'époque du gouvernement *Reagan*, le *National Endowment for Democracy* (NED) avait été fondé comme instrument de la guerre froide. De nos jours, le NED est chargé de maintenir l'hégémonie mondiale des Etats-Unis sous le contrôle des néo-conservateurs. Sa fonction principale consiste à investir de l'argent des Etats-Unis dans d'anciennes parties de l'Union soviétique et à procéder à des manipulations électorales de manière à entourer la Russie d'Etats fantoches aux mains des Américains.

Le régime néo-conservateur de *Bush* a recouru au NED pour s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Ukraine et de la Géorgie, conformément au plan néo-conservateur visant à installer des régimes politiques favorables aux Etats-Unis et hostiles à la Russie dans ces deux anciens secteurs de l'Union soviétique.

Par des interventions en Slovaquie, en Serbie et au Monténégro, le NED a aussi servi à dépecer l'ancienne Yougoslavie.

Allen Weinstein, qui avait participé à l'élaboration du projet de loi relatif à la fondation du NED, a déclaré en 1991 au «Washington Post» que beaucoup «de ce que fait le NED actuellement a été fait clandestinement par la CIA pendant 25 ans.»

Après avoir installé une marionnette – *Mikheil Saakachvili* – à la présidence de la Géorgie, le régime *Bush* a tenté de faire admettre la Géorgie dans l'OTAN.

Le lecteur trop jeune à l'époque doit savoir que l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord était une alliance militaire conclue entre les Etats-Unis et les Etats de l'Europe occidentale pour résister à tout mouvement des armées soviétiques en direction de l'Europe occidentale. Depuis l'effondrement politique interne de l'Union soviétique, il y a près de deux décennies, l'OTAN a perdu sa raison d'être. Les néo-conservateurs ont modifié ses fonctions, comme celles du NED, de manière à en faire un instrument de l'hégémonie mondiale des Etats-Unis. Les gouvernements postérieurs des Etats-Unis ont violé les conventions conclues par le président *Reagan* avec *Michael Gorbatchev*, le dernier dirigeant de l'Union soviétique, et ont intégré dans l'OTAN d'anciennes parties de l'Union soviétique. L'objectif des néo-conservateurs, qui est d'encercler la Russie

par une ceinture militaire hostile, est constamment réaffirmé.

Les membres européens occidentaux de l'OTAN ont fait échouer l'admission de la Géorgie, la considérant comme une provocation contre la Russie et se rappelant qu'ils dépendent des livraisons de gaz naturel de cette dernière. L'intention du gouvernement *Bush* d'installer des boucliers balistiques antimissiles en Pologne et en République tchèque inquiète également les Européens, car il en résultera que les missiles nucléaires russes de croisière seront dirigés vers les capitales européennes. Les Européens ne voient guère l'avantage qu'ils auraient à empêcher le bloc américain d'éviter des mesures de rétorsion russes au prix de leur propre existence. Des défenses antimissile ne servent à rien contre des missiles de croisière.

Tous les pays, hormis les Etats-Unis, en ont assez de la guerre. La guerre – même la guerre nucléaire – fait partie de la stratégie néo-conservatrice menant à l'hégémonie mondiale.

Le monde entier – hormis les Etats-Unis – sait qu'il faut attribuer le conflit armé qui a éclaté en Ossétie du Sud entre les forces armées russes et géorgiennes aux seuls Etats-Unis et à leur marionnette *Saakachvili*. Seuls dans le monde entier, les Américains ne sont pas conscients que *Saakachvili* a entamé les hostilités, parce que *Bush*, *Cheney* et les médias aux mains d'Israël leur mentent une fois de plus.



Les préparatifs de guerre de l'administration *Bush* se poursuivent: vaisseau amiral avec centre de commandement américain au large du port géorgien de Poti. (photo reuters)

Tous les autres savent que l'individu instable et corrompu appelé *Saakachvili*, qui prêche la démocratie et pratique l'Etat policier, ne s'en serait jamais pris à la Russie en attaquant l'Ossétie du Sud si Washington ne lui avait pas donné le feu vert.

L'attaque géorgienne contre la population russe d'Ossétie du Sud poursuivait deux objectifs:

- Elle devait convaincre les Européens que leur tentative d'obtenir le report de l'admission de la Géorgie dans l'OTAN était la cause de l'«agression russe» et que seule cette admission pouvait empêcher que la Géorgie ne soit conquise.
- Elle devait épurer la population de l'Ossétie du Sud de sa population russe. Equipée et instruite par les Etats-Unis, l'armée

géorgienne a attaqué de manière ciblée et tué 2000 civils russes. Après avoir atteint ce but, *Saakachvili* et ses instigateurs de Washington ont exigé d'urgence un cessez-le-feu et la fin de l'agression russe. On espère que la population russe aura peur de rentrer chez elle ou qu'elle pourra être dissuadée de rentrer, ce qui éliminerait le risque d'une scission.

Si le régime *Bush* peut tromper le peuple des Etats-Unis comme il le fit à propos des armes irakiennes de destruction massive, des ogives nucléaires iraniennes et même du 11-Septembre, le reste du monde – même les alliés européens achetés et payés par les Etats-Unis – n'y croit pas.

Suite page 2

Troupes françaises hors d'Afghanistan! Manifestation à Paris, samedi 6 septembre

hd. La mort de dix soldats français en Afghanistan a suscité un vif débat sur la légitimité des troupes françaises à l'étranger. D'après un sondage du 20 août publié dans «Le Parisien», plus de la moitié des Français sont pour le retrait des troupes françaises d'Afghanistan. Le 6 septembre, différentes organisations ont appelé à une manifestation à Paris afin d'exiger le retrait immédiat des troupes. Nous publions cet appel ci-dessous.

«Que fait l'armée française en Afghanistan? A part semer la mort et la désolation dans un pays détruit par trente années d'occupation étrangère et de guerres civiles?

Il y a déjà longtemps que l'armée française ne sert plus à défendre notre pays, au point que le gouvernement a annoncé la liquidation de la plupart des régiments censés défendre le territoire, pour ne garder que des troupes dédiées aux «opérations extérieures» (soit 13 000 soldats français aux quatre coins du monde, pour quoi faire?)

On ose nous parler de défense de la «liberté», des «droits de l'homme» voire, comble de cynisme, de «défense des droits de la femme», alors qu'il n'y a jamais eu autant d'hommes et de femmes tués, de veuves et d'orphelins, avant que des troupes étrangères envahissent l'Afghanistan.

Curieusement, nos dirigeants qui se prétendent émus par la condition de la femme afghane, entretiennent d'excellentes relations avec des pays comme l'Arabie Saoudite, qui n'ont pas la réputation d'être particulièrement féministes.

Quelle «civilisation» les engins de mort sont-ils en train de défendre? Quelles leçons de démocratie ont à donner des Etats qui lâchent des bombes sur les populations, qui ont semé le chaos en Indochine, en Algérie, en Afrique comme en Amérique du Sud, sans parler d'Hiroshima et de Nagasaki? Ils ont détruit l'Irak, mis à sac le Liban et étranglé la Palestine. Pour quel résultat?

Quant au «terrorisme», nos gouvernements ne le combattent pas, ils le développent dans le monde entier, en agressant des pays, en semant la terreur. N'oublions pas au demeurant, que ces fameux talibans ont été armés, financés, entraînés par les Etats-Unis et considérés comme des «soldats de la liberté», avant d'être désignés comme des terroristes.

Assez de mensonges! Comment, dans notre «démocratie», un président peut-il envoyer des troupes dans un pays qui ne nous attaque pas, après avoir affirmé lors de son élection, qu'il était opposé à la présence de troupes françaises en Afghanistan?

Enrôler des jeunes à partir de 17 ans et demi pour aller tuer des milliers d'hommes, des femmes et des enfants, est criminel.

Mais il y a un moyen simple et immédiat pour que ces engagés cessent de mourir et de tuer pour une cause qui n'est pas la nôtre: c'est en quittant tout de suite ces pays où ils n'auraient jamais dû aller.

Source: www.europalestine.com

Depuis la révision promulguée le 24 juillet, l'article 35 de la Constitution française prévoit que le gouvernement doit soumettre à l'autorisation du Parlement toute prolongation de plus de quatre mois d'une intervention des forces armées françaises à l'étranger. D'après un communiqué du Premier ministre il y aura un débat sur la prolongation d'une intervention des forces armées françaises en Afghanistan. Ce débat aura lieu au cours de la session extraordinaire du Parlement le 22 septembre et sera suivi d'un vote.

Source: www.lemonde.fr du 22/8/08

Sommaire

L'Allemagne et la Suisse page 3

La página hispánica page 4

La Corne de l'Afrique – III^e partie: la Somalie page 5

«Résoudre les problèmes de manière solidaire et depuis la base» page 7

* *Paul Craig Roberts* fut Secrétaire adjoint au Trésor sous l'administration *Reagan*. Il a également été rédacteur associé de la page éditoriale du *Wall Street Journal* et rédacteur en chef et collaborateur de la *National Review*. Il est le co-auteur de *The Tyranny of Good Intentions*.

«L'Amérique n'est pas une ...»

suite de la page 1

Dans un article de l'«Asia Times», l'ambassadeur *M. K. Bhadrakumar*, antérieurement diplomate de l'*Indian Foreign Service* (IFS) [notamment en Union soviétique, en Corée du Sud, au Sri Lanka, en Allemagne, en Afghanistan, au Pakistan, en Ouzbékistan, au Koweït et en Turquie], constate la désinformation que répandent le régime Bush et les médias des Etats-Unis et relate que «la Russie avait tenté, au début des hostilités, d'inciter le Conseil de sécurité à faire une déclaration exigeant de la Géorgie et de l'Ossétie du Sud qu'elles déposent immédiatement les armes. Mais Washington n'était pas intéressé.»

L'ambassadeur Bhadrakumar souligne que le recours à la violence et à la propagande par les Etats-Unis et la Géorgie a mis fin à l'espoir du gouvernement russe de trouver une solution à la question de l'Ossétie du Sud par la diplomatie et la bonne volonté. Si la Russie le voulait, elle pourrait mettre fin à son gré à l'existence de la Géorgie comme Etat indépendant, et les Etats-Unis ne pourraient rien y faire.

Il est certain que l'invasion de l'Ossétie du Sud par la Géorgie a été orchestrée par le régime Bush. Les médias américains et les *think tanks* néo-conservateurs étaient prêts à déverser leur propagande-éclair. Les néo-conservateurs tenaient à disposition un éditorial du «Wall Street Journal» dans lequel Saakachvili déclarait que «la guerre de Géorgie était une guerre pour l'Occident.»

Forcé de constater l'effondrement de son armée dès l'envoi de troupes russes pour protéger l'Ossétie du Sud, Saakachvili a affirmé: «Il n'est plus question de la Géorgie. Il s'agit de l'Amérique, de ses valeurs.»

La néo-conservatrice *Heritage Foundation*, à Washington, a mis sur pied une conférence de presse urgente, organisée par le va-t-en-guerre *Ariel Cohen*: «Urgent! Evénement: la guerre russo-géorgienne: un défi aux Etats-Unis et au monde.»

Le «Washington Post» a procuré une plateforme aux tambours de guerre du néo-conservateur *Robert Kagan*: «Poutine démarre.»

Seul un fou comme Kagan peut supposer que Poutine, s'il avait l'intention d'envahir la Géorgie, le ferait à partir de Pékin ou que – après avoir mis en fuite l'armée géorgienne entraînée par les Américains – il ne poursuivrait pas sa route, conquérant toute la Géorgie pour mettre fin aux agissements des Etats-Unis à la frontière la plus exposée de Russie, agissements qui se terminent probablement, un jour, par une guerre nucléaire.

Le «New York Times» a imprimé la tirade de *Bill Kristol*: «La Russie s'en tirera-t-elle impunément?» Kristol y tonne contre «les régimes dictatoriaux, agressifs et fanatiques» qui «se réjouissent de contribuer de concert à l'affaiblissement de l'influence des Etats-Unis et de leurs alliés démocratiques». Il présente un nouvel axe du mal – Russie, Chine, Corée du Nord et Iran – et met en garde contre «les atterroissements et hésitations», qui «provoquent uniquement de nouvelles menaces et une aggravation des risques».

En d'autres termes: «Attaquez la Russie maintenant.»

Dick Cheney, le vice-président malade mental des Etats-Unis a appelé Saakachvili pour lui exprimer la solidarité des Etats-Unis envers la Géorgie et a déclaré: «L'agression russe ne doit pas rester sans réponse.» Seul un idiot peut dire à Saakachvili autre chose qu'«arrêter immédiatement».

Quel effet doit exercer sur les troupes et les services secrets américains la déclaration propagandiste et irresponsable de Cheney concernant le soutien des Etats-Unis aux crimes de guerre de la Géorgie? Quelqu'un croit-il sérieusement que la CIA ou quelque autre service de renseignements américain ait dit au vice-président que la Russie avait provoqué le conflit par une invasion? Les troupes russes ont atteint l'Ossétie du Sud après que des milliers d'Ossètes eurent été tués et que des dizaines de milliers, voulant échapper à l'attaque géorgienne, se furent enfuis en Russie. Selon des articles de presse, les forces armées russes ont fait prisonniers des Américains mêlés aux troupes géorgiennes, qui dirigeaient leurs attaques contre les civils.

Compte tenu des défaites essuyées en Irak et en Afghanistan ainsi que de la guerre projetée contre l'Iran, les militaires des Etats-Unis ne disposent certainement plus des ressources nécessaires à une guerre contre la Russie.

Par l'attaque géorgienne, le régime Bush s'est rendu coupable d'une nouvelle série de crimes de guerre. Quelles en seront les conséquences?

De nombreuses personnes rétorqueront que le régime Bush a survécu impunément au 11-Septembre, à l'Afghanistan, à l'Irak et à ses préparatifs d'attaque contre l'Iran; il devrait en aller de même de son aventure géorgienne. Il se peut, toutefois, que le régime Bush ait exagéré cette fois-ci.

Il est maintenant certain que la Russie a reconnu que les Etats-Unis avaient décidé d'exercer leur hégémonie sur la Russie, dont ils sont le pire ennemi.

La Chine a réalisé quelle menace les Etats-Unis constituaient pour son approvisionnement en énergie et, partant, pour son économie.

Même les alliés européens de l'Amérique, qui ont des difficultés à jouer leur rôle de fournisseur de troupes de l'empire américain, devraient maintenant comprendre qu'il est dangereux d'être l'allié de l'Amérique et qu'il n'en résulte aucun avantage. Si la Géorgie était admise dans l'OTAN et renouvelait son attaque contre l'Ossétie du Sud, elle entraînerait l'Europe dans une guerre avec la Russie, son principal fournisseur de produits énergétiques.

De plus, rien n'arrêtera les troupes russes chargées de traverser les frontières européennes.

De plus, si les troupes russes sont envoyées au-delà des frontières de l'Europe, rien ne pourra les arrêter.

Qu'est-ce que les Etats-Unis ont à offrir à l'Europe, à part les millions de dollars qu'ils versent pour acheter les leaders politiques européens afin de s'assurer qu'ils trahiront leurs populations? Absolument rien. La seule menace militaire qui pèse sur l'Europe consiste dans le risque d'être entraînée dans les guerres hégémoniques de l'Amérique.

Les U.S.A. sont financièrement en faillite car leur déficit budgétaire et commercial dépasse la totalité des déficits du monde. Le dollar est affaibli. Le marché de la consommation déperit suite à la délocalisation des emplois américains et par conséquent des revenus, et aux effets sur la fortune de l'effondrement de l'immobilier et des instruments financiers. Les Etats-Unis n'ont rien à offrir à l'Europe. En fait, le déclin économique américain tue les exportations européennes en augmentant la valeur de l'euro.

Il y a longtemps que l'Amérique a perdu sa supériorité morale. L'hypocrisie est devenue sa caractéristique la plus connue. Bush, qui a envahi l'Afghanistan et l'Irak grâce à des mensonges et à des tromperies, tonne contre la Russie parce qu'elle s'est portée au secours de ses troupes de maintien de la paix et des citoyens russes d'Ossétie du Sud. Bush, qui a arraché le Kosovo à la Serbie et l'a remis aux musulmans, s'est montré inflexible à l'égard d'autres mouvements séparatistes, en particulier à l'égard des Ossètes du Sud qui désirent faire partie de la Fédération de Russie.

Le régime néoconservateur de Bush est furieux parce que l'ours russe n'a pas été intimidé par l'agression commise par la Géorgie, Etat marionnette des Etats-Unis. Au lieu d'accepter cet acte hégémonique américain demandé par le scénario néoconservateur, la Russie a mis en fuite l'armée géorgienne américanisée.

Ayant échoué au plan militaire, le régime Bush déchaîne maintenant la rhétorique. La Maison Blanche avertit la Russie que le fait de ne pas céder à l'hégémonie américaine pourrait avoir «d'importantes répercussions à long terme sur les relations entre Washington et Moscou». Les crétiens qui constituent le régime Bush ne comprennent-ils vraiment pas qu'à part une attaque atomique surprise contre la Russie, les Etats-Unis ne peuvent absolument rien faire contre Moscou?

Le régime Bush ne possède pas de devises russes qu'il pourrait vendre à vil prix alors que les Russes possèdent des dollars. Il ne détient pas d'obligations russes qu'il pourrait vendre à vil prix alors que les Russes détiennent des obligations américaines. L'Amérique ne peut pas couper l'approvisionnement

en énergie de la Russie mais les Russes peuvent couper celui des alliés européens des Etats-Unis.

Le président Reagan a négocié la fin de la guerre froide avec le président soviétique Gorbatchev. Les néoconservateurs que Reagan avait virés du gouvernement, étaient furieux. Ils espéraient *gagner* la guerre froide et, par conséquent, instaurer l'hégémonie américaine. Sous Bush père, l'establishment républicain a restauré l'hégémonie qu'il avait perdue sous Reagan. Avec cet exploit, l'intelligence a été chassée du Parti républicain.

Les néoconservateurs ont organisé leur retour avec la première guerre du Golfe et grâce à leur propagande totalement mensongère selon laquelle des soldats irakiens passaient des bébés koweïtiens à la baïonnette dans les hôpitaux. Les néoconservateurs ont fait un nouveau come-back avec le président Clinton qu'ils convainquirent de bombarder la Serbie afin de permettre aux mouvements séparatistes de constituer des Etats indépendants à la botte de l'Amérique. Avec Bush fils, les néoconservateurs ont pris le pouvoir. Leur programme d'hégémonie mondiale de l'Amérique comprend l'hégémonie d'Israël sur le Moyen-Orient.

Jusqu'ici, les plans de ces idéologues ignorants et dangereux se sont cassés la figure. L'Irak, autrefois entre les mains des sunnites laïques qui constituaient un rempart contre l'Iran, est, depuis l'invasion américaine et l'occupation, aux mains des chiites religieux alliés à l'Iran. En Afghanistan, les talibans reviennent en force et une importante armée USA/OTAN est incapable de maîtriser la situation.

Une conséquence de la guerre des néoconservateurs contre l'Afghanistan a été la perte de pouvoir du président du Pakistan, marionnette des Etats-Unis à la tête d'un pays possédant l'arme nucléaire. Moucharrarf a démissionné et l'armée a fait savoir aux Américains qu'ils devaient cesser de mener des opérations en territoire pakistanais. Les marionnettes d'Egypte et de Jordanie pourraient être les prochaines à tomber.

En Irak, les chiites, ayant achevé leur nettoyage ethnique dirigé contre les sunnites dans leurs territoires, ont déclaré le cessez-le-feu pour contredire la propagande selon laquelle le retrait américain entraînerait un bain de sang. Les négociations sur le calendrier du retrait ont lieu maintenant entre les Américains et le gouvernement irakien qui ne se comporte plus comme un fantôme.

L'année dernière, *Hugo Chavez* a ridiculisé Bush devant les Nations Unies. Le Russe Poutine a ridiculisé Bush en évoquant le «camarade loup». Le 12 août dernier, la Pravda apostrophait le président américain en ces termes: «Bush, pourquoi est-ce que vous ne la fermez pas?» Les Américains peuvent s'imaginer être une superpuissance devant laquelle le monde tremble, mais les Russes ne tremblent pas. Les Américains qui sont assez stupides pour croire que la «superpuissance» américaine protège les citoyens contre les dangers devraient prendre connaissance du mépris absolu que la Pravda manifeste à l'égard de Bush:

Président Bush: Dans votre déclaration de lundi sur les légitimes actions de la Fédération de Russie en Géorgie, vous avez «oublié» encore une fois de mentionner les crimes de guerre commis par les forces militaires géorgiennes, appuyées par des conseillers américains, contre des civils russes et ossètes.

Président Bush, pourquoi est-ce que vous ne la fermez pas? Votre fidèle allié, Mikhail Saakachvili, proclamait le cessez-le-feu tandis que ses troupes, ainsi que vos conseillers, se massaient à la frontière ossète, attaquaient Tskhinvali à la faveur de la nuit et la détruisaient, visant les structures civiles comme le font vos forces en Irak.

Président Bush, pourquoi est-ce que vous ne la fermez pas? Vos avions de transport américains ont ramené en Géorgie des milliers de soldats géorgiens directement d'Irak dans la zone de combats.

Président Bush, pourquoi est-ce que vous ne la fermez pas? Comment expliquez-vous le fait qu'hier, parmi les soldats géorgiens fuyant les combats, on

L'origine de cette tragédie réside dans la décision des chefs séparatistes géorgiens, en 1991, d'abolir l'autonomie de l'Ossétie du Sud. Cela s'avéra une bombe à retardement pour l'intégrité territoriale de la Géorgie. Chaque fois que les leaders géorgiens successifs tentent d'imposer leur volonté par la force – aussi bien en Ossétie du Sud qu'en Abkhazie, où les questions d'autonomie sont similaires – cela n'a fait qu'aggraver la situation. De nouvelles blessures en ont réveillé d'anciennes. [...]

Lorsque les problèmes de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie éclatèrent, j'ai proposé qu'on les résolve grâce à une fédération accordant une large autonomie aux deux républiques. Cette idée a été repoussée, en particulier par les Géorgiens. Les attitudes se sont modifiées petit à petit mais après ce qui s'est produit ces dernières semaines, il sera beaucoup plus difficile d'arriver à un accord, même sur une telle base.

Mikhail Gorbatchev, A Path to Peace in the Caucasus, «Washington Post» du 12/8/08

pouvait clairement entendre des officiers disant: «Get back inside» (retournez!) en anglo-américain et comment expliquez-vous le fait qu'on parle d'Américains figurant parmi les soldats géorgiens blessés?

Président Bush, pourquoi est-ce que vous ne la fermez pas? Pensez-vous vraiment que quelqu'un accorde encore la moindre importance à vos déclarations après huit ans de votre régime politique criminel et meurtrier? Croyez-vous vraiment que vous puissiez avoir un droit moral sur tout et imaginez-vous vraiment qu'il y a un seul être humain quelque part sur cette planète qui ne vous fasse pas un bras d'honneur chaque fois que vous apparaissez sur un écran de télévision?

Croyez-vous vraiment avoir le droit de donner un avis ou un conseil après Abu Ghraib, après Guantanamo, après le massacre de centaines de milliers de citoyens irakiens, après les tortures pratiquées par les agents secrets de la C.I.A.?

Croyez-vous vraiment que vous ayez le droit de faire une déclaration sur un point quelconque du droit international après vos accusations mensongères contre l'Irak puis son invasion criminelle?

Président Bush, pourquoi est-ce que vous ne la fermez pas? Supposons que la Russie déclare, par exemple, que la Géorgie possède des armes de destruction massive? Et qu'elle sait où elles sont, c'est-à-dire à Tbilissi et à Poti et tout autour? Et qu'on en est sûr grâce aux services de renseignements étrangers et à des photos satellites d'usines de lait en poudre et de céréales pour bébés produisant des armes chimiques que l'on transporte par camions à travers le pays? Supposons que la Russie déclare par exemple que «Saakachvili menace le monde» et qu'il est temps de changer de régime.

C'est simple, n'est-ce pas, Président Bush?

Alors, pourquoi est-ce que vous ne la fermez pas? Et à propos, envoyez encore d'autres conseillers militaires en Géorgie, ils font un travail bien rémunéré. Et ils ont un aspect amusant dans nos instruments de vision nocturne: ils sont tout verts!

L'Amérique n'est pas une superpuissance. C'est une farce en faillite dirigée par des imbéciles qui ont été installés lors d'élections volées organisées par *Karl Rove* et *Diebold*.² C'est un guignol qui, par son ignorance, outrage et tente de brutaliser un énorme pays doté de dizaines de milliers d'armes nucléaires.

Source: www.counterpunch.org du 13/8/2008 (Traduction *Horizons et débats*)

¹ Reprise d'une phrase du roi Juan Carlos adressée à Hugo Chavez (n.d.t.)

² Fabricant de machines à voter (n.d.t.)

L'Allemagne et la Suisse

par Karl Müller

Lorsqu'un Allemand, attaché à son pays, entend parler d'«arrogance allemande», d'«absence d'égards des Allemands» et de mentalité «d'hommes supérieurs» il se sent provoqué. Et cela d'autant plus quand un Suisse s'exprime à propos des Allemands de la manière suivante: «Avoir ceux-là comme maîtres du pays? Jamais. On en a déjà plein le dos!» (cf. *Horizons et débats* n° 33 du 18 août 2008).

Qu'est-il advenu de l'Allemagne pour qu'un diplomate asiatique puisse estimer que «l'Allemagne a perdu toute sa crédibilité morale»?

Les Allemands ont échoué dans leur tentative de retrouver leur liberté

Au cours de la deuxième moitié du XVIII^e et de la première moitié du XIX^e siècle, de nombreux Allemands n'étaient plus satisfaits de la situation dans leur pays. Ils étaient de fiers Allemands et de ce fait ne voulaient pas être les sujets de maîtres absolus mais des hommes libres dans une nation allemande possédant une constitution assurant l'égalité pour tous, sans aucun privilège.

Malheureusement, ce ne fut qu'un vœu pieux. Et c'est le contraire qui se produisit quand ils furent soumis et dirigés dans une mauvaise voie: en 1871, avec un empire allemand instauré au prix des victimes de trois guerres et des libertés politiques; puis, par la mégalomanie et les rêves de domination du monde jusqu'à leur éclatement au cours de la Première Guerre mondiale; après cette catastrophe, une envie de revanche servit de terreau à un national-socialisme inhumain. Après l'effondrement de 1945, de graves humiliations furent suivies par une situation avantageuse de l'Allemagne de l'Ouest (contrairement aux populations des pays de l'Est et aussi de l'Allemagne de l'Est) devenue finalement une puissance économique en Europe et l'alliée inconditionnelle des Etats-Unis sur le continent européen.

Dès 1990, les USA s'engagent pour une grande Allemagne

Les Etats-Unis se sont particulièrement investis pour créer, après 1990, la grande Allemagne réunifiée, non pas par amour pour les Allemands, mais afin qu'ils deviennent la seule puissance au monde avec cette grande Allemagne comme vassale la plus fidèle. *Condoleezza Rice* a écrit un gros livre sur le rôle des Etats-Unis dans la «réunification». Quant à *Brzezinski*, il a expliqué sans détour le rôle de vassal que devait jouer l'Allemagne.

Existe-t-il une mentalité allemande? Non, les Allemands sont aussi divers que les habitants des autres pays; il semble même qu'ils soient moins soudés. Cela tient à l'histoire compliquée du pays, et aussi à ses dimensions.

Tentatives de cacher la profonde division du pays

C'est le cas lorsqu'on tente de créer de toutes pièces une «identité allemande», par exemple à travers le sport. Mais en règle générale,



(photo AG)

ces tentatives viennent d'en haut; ce sont des manœuvres de diversion destinées à cacher les profondes divisions du pays: entre l'Est et l'Ouest, entre pauvres et riches, etc.

Mais au lieu de mettre de l'ordre dans sa propre maison, on tente, une fois de plus, d'induire en erreur les Allemands, surtout depuis 1990, par de dangereux slogans: Nous comptons de nouveau dans le monde, non seulement sur le plan économique, mais aussi sur les plans politique et militaire ...

Angela Merkel ne se préoccupe pas de l'Allemagne

En fait, la chancelière fédérale *Angela Merkel* ne se préoccupe pas de l'Allemagne. Elle préfère se poser en grande spécialiste de politique étrangère, en médiatrice dans les conflits de ce monde, en avocate des droits de l'homme. Les médias ont contribué à lui donner une aura de grande diplomate. Chacun doit être amené à croire que notre gouvernement fait le bien dans le monde, qu'il prend ses responsabilités.

Transformation en un pouvoir mondialisé et belliciste

Il est indéniable que les gouvernements allemands ont, depuis 1990, transformé petit à petit l'Allemagne en une puissance militaire: elle est le troisième exportateur d'armements au monde. La politique allemande a transformé l'Union européenne en un projet de mondialisation dont les principes fondamentaux sont le libre-échange et la libre circulation des capitaux, aux dépens de la justice sociale et des valeurs qui doivent régir toute société humaine. Les profits des grandes entreprises du pays ont augmenté considérablement mais les salaires ont diminué. L'Allemagne est le champion du monde du commerce extérieur, dont les patrons rêvent du «toujours plus».

Le miroir aux alouettes allemand

Les cheminots allemands révèlent que de nombreuses voies et installations du réseau ferroviaire sont dans un piteux état. Mais la «Deutsche Bahn AG» veut voir loin: devenir une multinationale cotée en Bourse. Le tunnel du Lötschberg est, selon une page du site de la firme, une partie centrale «du principal couloir de fret ferroviaire européen Rotterdam-Cologne-Bâle-Milan-Gênes», ce couloir ayant pour but de «rapprocher les pays d'Europe et de renforcer l'économie européenne».

En «douceur» contre la Suisse?

Un pays dont la population refuse de se plier est une épine dans le pied du gouvernement

allemand et des milieux pour qui ce gouvernement fait sa politique. Agir «en douceur» ne veut pas dire forcément utiliser la violence en déclenchant des guerres avec bombes et roquettes pour contraindre les pays et leurs populations à se plier à la recherche de profit des entreprises, mais pénétrer ces pays et les déstabiliser de l'intérieur pour les rendre dociles: en investissant des capitaux pour en diriger les entreprises, par des campagnes publiques pour affaiblir les forces de résistance, par l'arrogance pour imposer le silence et par des accords qui les étranglent.

Il est vrai que les Suisses ont investi 42,7 milliards de francs en Allemagne en 2007 alors que le flux inverse n'en comportait que 22,8 milliards. Toutefois, il ne s'agit que de chiffres absolus. Relativement, la part allemande prend une dimension nettement plus grande.

Il y a environ 1800 entreprises allemandes installées en Suisse. A qui servent-elles et quels sont leurs objectifs?

Il fut un temps où les chefs d'entreprise se sentaient des devoirs à l'égard de leur pays et de ses habitants. Est-ce encore le cas dans ce monde économique et financier agité dans lequel ne comptent que les profits?

Que doit-on penser du fait que plus de 4000 universitaires allemands travaillent dans les hautes écoles suisses? 44% des professeurs d'université ne sont pas de nationalité suisse; la moitié d'entre eux sont Allemands. En Suisse alémanique, ils représentent même les deux tiers. Quel est leur état d'esprit par rapport à la Suisse? Que transmettent-ils à leurs étudiants?

Démocratie directe, fédéralisme authentique et neutralité armée face à une Europe centralisée

Tels sont les trois principes qui distinguent la Suisse, mais ils ne correspondent pas à la vision insensée d'une Europe centralisée au service d'un capital errant dans le monde, au service de mégalomanes dont le souci n'est pas le bien-être des populations mais la course au toujours plus, au toujours plus vite, au toujours plus grand.

Et si cette vision insensée s'écroule?

Que se passera-t-il si cette vision insensée s'écroule comme un château de cartes? Chacun sait que l'avenir n'est pas rose. Faudra-t-il tenter de «sauver le système» par une guerre globale en instaurant une conjoncture de guerre et en allant surexploiter les autres parties du monde? A quoi bon l'immense réarmement actuel? Où doivent mener toutes ces provocations dans les diverses régions du

monde, comme actuellement envers la Russie et la Chine, contre la volonté et contre l'intérêt de l'Europe?

Il est grand temps d'en revenir à plus de modestie ...

Après la Seconde Guerre mondiale, les Allemands avaient, au vu des dégâts causés, retrouvé un esprit de modestie et de retenue. Ils étaient nombreux à se rendre compte qu'ils avaient trop longtemps acclamé *Hitler* et sa mégalomanie. Un sentiment de honte avait envahi nombre d'esprits. La volonté d'affronter leurs responsabilités renaissait. Plus jamais de guerre ... et plus jamais de capitalisme, c'est ce que beaucoup souhaitèrent pendant un certain nombre d'années. Mais depuis, 60 années se sont écoulées: 60 ans de lavage de cerveaux, de maniement de la carotte et du bâton, mais aussi de raison d'Etat allemande: inconditionnellement aux côtés de la politique américaine et de la politique israélienne.

Il y a trop de représentants de la politique allemande, de l'industrie, de la finance, des multinationales d'armement allemandes, des médias allemands, des «élites» allemandes qui ont perdu toute modestie, surtout depuis le début des années 1990. Il s'agit surtout d'Allemands de l'Ouest. Et nous autres Allemands? Qu'en disons-nous? Où nous situons-nous?

... à plus de réalisme ...

Pourtant les Allemands ont vécu les pires expériences historiques en matière de mégalomanie d'une clique avide de pouvoir. Ils savent que cela ne peut mener le pays qu'à l'abîme.

... et à plus de confiance dans le fait que les Allemands peuvent aussi être libres

Nous ne sommes pas, nous autres Allemands, condamnés à être toujours soumis. Nous pouvons aussi nous libérer de nos maîtres qui ne font que diviser le pays pour mieux régner et qui cherchent à jouer leur rôle d'unique grande puissance en dominant les autres peuples et Etats.

Néanmoins, même si les médias de masse allemands se gardent bien d'en parler, la politique allemande a perdu de sa crédibilité dans le reste du monde, surtout depuis que le gouvernement Merkel s'est entièrement soumis aux volontés de Washington. On s'est rendu compte que le phénomène Merkel n'est qu'une mise en scène, une campagne de propagande médiatique sans contenu. Et l'étoile des Etats-Unis pâlit également. Alors à quoi bon continuer de suivre ceux qui n'ont plus d'avenir?

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6

Imprimerie
Nüssli, Mellinger

Abonnement annuel 198.- frs/ 108.- €

ISSN 1662 - 4599

© 2008 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

«Dejar de lado lo que nos divide, mejorar la situación de nuestros pueblos, contribuir a la paz y a la seguridad»

Interviú con el embajador ruso Valery Loshchinin



Valery V. Loshchinin es embajador extraordinario y plenipotenciario, representante permanente de la Federación de Rusia en las Naciones Unidas y otras organizaciones internacionales en Ginebra, así como Representante permanente en la Conferencia para el desarme.

Nació en 1940 en la región de Gomel (Bielorusia). En 1964 terminó sus estudios en la Universidad del estado de Bielorusia (Minsk) y en 1977 obtuvo el diploma de la Academia diplomática del ministerio soviético de relaciones exteriores (Moscú). Comenzó su carrera diplomática en 1965 en el Ministerio bieloruso de relaciones exteriores y desde 1977 ha trabajado para el Ministerio de relaciones exteriores de la URSS. Desde 2002 hasta 2005 ha sido ministro adjunto de relaciones exteriores de la Federación de Rusia.

Horizons et débats: La primera pregunta concierne al conflicto de Georgia. Querriamos saber qué ocurre, los medios de occidente afirman que Rusia es culpable y el proceder de Georgia no es motivo de discusión. Quisiéramos obtener información sobre lo que realmente sucedió para poder transmitirlo a nuestros lectores.

Embajador Valery Loshchinin: En primer lugar gracias por su visita. Es importante que quieran tener una información auténtica, sobre todo considerando lo que ocurre en los medios de comunicación occidentales. Ésto suscita una serie de preguntas sobre la libertad de prensa en esos medios, porque se trata de una campaña de propaganda muy bien organizada en contra de Rusia. Esa campaña no tiene fundamento, es contraria a las normas de la información auténtica e independiente, y contribuye a socavar los valores democráticos.

La realidad es diferente. Usted mencionó el conflicto entre Rusia y Georgia: se trata de un conflicto entre Georgia y las regiones Osetia del sur y Abjasia. Ese conflicto no es nuevo, sino que se remonta hasta dos siglos. Nunca ha cesado de existir, salvo una paz frágil pero estable en los últimos 16 años, a la que contribuyó la presencia de los cascos azules – entre ellos soldados rusos.

¿Qué ocurrió? Pareciera que la agresión militar de Georgia contra Osetia del Sur fue bien planeada y apoyada por algunos países que no quisiera mencionar. Constatando que el tiempo pasaba, e inspirándose en el precedente del Kosovo, Saakashvili decidió hacer una guerra «relámpago». Su propósito era llevar adelante la ofensiva y ocupar la capital de Osetia del Sur, Tsjinvali. Ésto lo hizo con la esperanza de recibir apoyo de la OTAN y de los países de occidente – lo que no ocurrió.

Comenzó su guerra relámpago utilizando el sistema de misiles (llamado GRAD); esta artillería no puede atacar objetivos precisos y por lo tanto cubrió amplias zonas en las que destruyó todo, también la infraestructura civil. Fue un ataque contra su propio pueblo, en Tsjinvali.

La agresión comenzó de noche, cuando la gente dormía. Según las últimas informaciones, que deberán ser confirmadas, murieron más de 2100 personas. Ésto es terrible para el pueblo de Osetia del Sur que no cuenta con más de 70000 habitantes. La población en total es mayor, pero muchos viven en el norte de Osetia y en Rusia.

Según la convención de la ONU de 1948 sobre prevención y sanción del genocidio, esta agresión, que duró una noche y un día y provocó la muerte de miles de osetos, fue verdaderamente un acto de genocidio. Otro problema es que obligaron a la población a abandonar sus hogares. Un éxodo tuvo lugar. Más de 32000 personas huyeron de Osetia del Sur y ahora están refugiadas o desplaza-

das en el interior de su propio país. Se trata de la mitad de la población. Fue una limpieza étnica. Está bien claro.

Sabemos que a nuestros aliados no les gusta que hablemos de limpieza étnica, genocidio, etc. Es comprensible, ya que ellos sostienen ese gobierno, lo entrenan, han invertido en él mucho dinero y lo han presentado al mundo como un modelo ejemplar de democracia.

Y ahora, esa democracia practica una política de limpieza étnica; para nuestros aliados occidentales es inaceptable el reconocer este hecho. Si bien esos estados consideran normal el acusar a otros de realizar limpieza étnica, ésto no es aplicable a la Georgia «democrática». Ellos saben que, en parte, son responsables de lo ocurrido. Ésto los ha incitado a defender con vehemencia el régimen de Saakashvili y todo lo que ha hecho ese régimen criminal durante la agresión georgiana, invirtiendo los hechos para atribuir la agresión a Rusia. Afortunadamente, cada vez más personas en los países occidentales toman consciencia de lo que realmente sucedió.

Hace unos días, Valery Gergiev, un músico de renombre internacional, director de la orquesta de la ópera Marien de San Petersburgo, dió un concierto para los habitantes de la destruida Tsjinvali. Es una persona íntegra, abierta, independiente y de excelente reputación. Dijo que Tsjinvali le recordaba a Estalingrado. Fue terrible.

Los georgianos llamaron a su operación «Clear field» (campo limpio), lo que es similar a limpieza étnica, matanza y destrucción general. Lo que quieren es un territorio «limpio» de osetos. Ésto es lo que ellos entienden como integridad territorial. Esta política es absolutamente inaceptable y constituye un peligro para cada uno de nosotros.

Después de todo ésto, hay quienes dicen que las puertas de la OTAN están abiertas para Georgia. La agresividad de Tbilisi agrava la situación, ya que ella podría implicar a la OTAN en provocaciones muy peligrosas.

Y, dicho sea de paso, Saakashvili, ya intentó implicar a los países occidentales en sus acciones militares, por el hecho de pedir apoyo a la OTAN. ¿Se imagina lo que hubiera ocurrido si ésta hubiera accedido a sus requerimientos? Ya no serían algunos enfrentamientos entre Rusia, Georgia y Osetia del Sur, sino que sería un conflicto entre Rusia y los países occidentales. Es terrible.

En los últimos meses, se han constatado repetidas hostilidades verbales contra Rusia. Después de la elección de Medvedev, la prensa occidental ha lanzado constantemente ataques propagandísticos contra Rusia.

Y ahora tenemos este conflicto. ¿Cree Usted que podría existir un plan estratégico en contra de Rusia, para mantenerla fuera de Europa e intentar controlarla? La otra pregunta se refiere a las bases antimisiles en Polonia cuyo contrato acaba de firmarse: ¿Cree Usted que existía el plan de hacer la guerra en Osetia del Sur, para lograr que los otros países se acerquen a la OTAN, se decidan a firmar el contrato y a apoyar la política de EE.UU.?

Lo que tenemos que entender es que Georgia va a estrechar sus relaciones con Europa y también con EE.UU. ¿Porqué no? Pero el gobierno actual en Tbilisi cree que podría acelerar ese proceso, teniendo malas relaciones con Rusia. Es un método totalmente falso. Es falso, porque la solución de los problemas de Georgia es sólo posible sobre la base sólida de una relación amistosa con Rusia.

Como Usted sabe, en la época soviética hubo problemas entre la Unión Soviética y Georgia – así como en Abjasia y Osetia del Sur – pero a pesar de ello convivían. ¿Porqué? Porque vivían dentro de ese gran país y estaban protegidos. Pero al desintegrarse la Unión Soviética, Abjasia y Osetia pasaron a formar parte de Georgia, quedando, por así decir, frente a frente con Tbilisi. Como en el pasado ya habían tenido algunas experiencias con los georgianos, decidieron protegerse proclamándose de inmediato independientes de

Georgia. El primer paso para solucionar sus problemas es mantener buenas relaciones con Rusia. La pelota está del lado georgiano.

Con respecto a Polonia: mi opinión personal es que Polonia y EE.UU. hubieran firmado ese contrato, con o sin esa agresión de por medio. Tal vez no ahora, pero más adelante. En principio, ya estaba todo preparado. Pero Usted tiene razón al decir que las bases antimisiles no van dirigidas contra Corea del Norte, ni contra Irán, sino contra Rusia. Nosotros lo hemos repetido frecuentemente en las negociaciones frente a nuestros aliados norteamericanos. Pero dicen: «Sí, vamos a cubrir vuestro territorio, pero no significa que hacemos algo falso u hostil en contra de Rusia.» Nosotros no somos ingenuos: la realidad es totalmente distinta.

¿Qué papel tiene Alemania en el conflicto actual?

Algunas actividades de Alemania con respecto a Georgia son conocidas. Primeramente, porque Alemania forma parte del «grupo de amigos de Georgia». Se trata de un grupo de amigos del Secretario general de la ONU para Georgia, del que forman parte Alemania, Francia, Rusia, Gran Bretaña y EE.UU. De tanto en tanto nos encontramos, también aquí en Ginebra.

Debo decir que Alemania siempre ha ayudado a promover iniciativas e ideas. Por ejemplo, existe una «Fórmula de Boden». El embajador Boden era el representante del secretario general. Es un alemán muy honesto, imparcial, y yo diría un sabio diplomático. Su fórmula para solucionar el conflicto entre Georgia y Abjasia fue largamente discutida. Pero después de la reciente agresión, dejó de ser una base para las negociaciones.

Lo que considero importante ahora, es que otros países no intenten de hacer ingresar a Georgia en la OTAN. En la actual situación, no sólo sería un desafío, sino que Rusia lo consideraría como un acto hostil.

Y, francamente, no aportaría nada a la seguridad de Georgia. Ésto significa simplemente que la OTAN querría acercarse a la frontera rusa, lo que puede ser interpretado como el hecho que, para la alianza, Rusia es un potencial opositor – o un posible enemigo.

Por eso es indispensable mejorar las relaciones con Rusia. Ha llegado el momento de sentarse juntos y hacer revisión de los hechos y temas, para lograr un mejor entendimiento y tomar medidas para que nuestras relaciones se orienten a la cooperación y no al distanciamiento. La diplomacia rusa siempre ha tenido una posición abierta y constructiva en las relaciones internacionales, y estaría dispuesta a analizar a fondo todas las cuestiones de interés común con sus aliados occidentales. Aprovechemos la situación para reunirnos nuevamente, con el propósito de dejar de lado lo que nos divide, mejorar la situación de nuestros pueblos, y contribuir a la paz y a la seguridad.

¿Qué papel tiene EE.UU. en esta cuestión?

El embajador de EE.UU. en Moscú dió ayer un interviú en el conocido diario «Kommersant». En él declaró que Rusia tenía el derecho de reaccionar frente a las operaciones georgianas. Esta declaración debería ser interpretada como una confirmación de que EE.UU. sabe quien es el agresor, y que no tiene interés de involucrarse en el conflicto.

¿Qué pueden hacer la Unión Europea y los países europeos para poner fin a este conflicto y estrechar las relaciones con Rusia y los otros países? La política europea ¿cómo puede beneficiar la paz en el mundo?

Ante todo, deberíamos aplicar el documento de seis puntos aprobado por los presidentes Medvedev y Sarkozy. Ese documento se encuentra sobre la mesa del Consejo de Seguridad. El principio esencial de ese documento es desistir de la violencia y parar inmediatamente toda acción militar. La Unión europea aprueba ese plan. Algunos miembros del Consejo de Seguridad son escépticos, pero es importante que éste lo acepte para facilitar su puesta en práctica. Rusia ha comenzado su

retirada gradual de la que los medios de comunicación informan ampliamente. No obstante, en el interior de la zona de seguridad en Osetia del Sur, vamos a dejar unidades para el mantenimiento de la paz, porque éstas son necesarias para garantizar la seguridad de los habitantes.

Si el plan de seis puntos es aceptado, sobre todo el principio de la no violencia, todos los otros problemas podrán ser resueltos mucho más fácilmente.

Según su parecer ¿cómo será la situación al finalizar el debate?

Es difícil decirlo con absoluta seguridad. Usted sabe que ayer unos 60000 abjasos (más de una tercera parte de la población) se reunieron en el centro de Sujumi, capital de Abjasia, para declarar su independencia. Un acontecimiento similar tuvo lugar en Tsjinvali, capital de Osetia del Sur. El pueblo exigió que se reconociera la independencia de la provincia, no solamente con respecto a Rusia sino a todos los otros países. El lunes próximo habrá reuniones en la Duma en Moscú y también en el Consejo de la Federación rusa para tratar esta cuestión.

Según mi experiencia, nuestro parlamento reaccionará positivamente a estas exigencias. Ésto no significa que el reconocimiento por parte del gobierno será de inmediato. Pero, como lo expresó nuestro ministro del exterior, todo depende de lo que haga Georgia.

Saakashvili no mantiene sus promesas y habló de reconstruir el aparato militar, incluso de reforzarlo. Yo no sé cuales son sus verdaderas intenciones, si está interesado en la paz y la integridad territorial o no. Sus acciones van a determinar el destino de su país y él es el responsable. Se trata allí de la segunda limpieza étnica en Osetia del Sur y en Abjasia en los últimos 16 años. Él no hace más que atizar los deseos de independencia. Si nuestro ministro de relaciones exteriores afirmó que todo depende de Georgia – del gobierno georgiano – es porque está convencido de ello.

Sinceramente, lo que nos interesa, es mejorar las relaciones con nuestros países vecinos. Ese sentimiento debería ser recíproco, pero, en cambio, Georgia ha decidido separarse de la CEI e ingresar en la OTAN.

Excelencia, muchas gracias por este interviú.

Un acto de guerra que ningún estado del mundo puede aceptar

thk. En 1776, Osetia decidió unirse al Imperio ruso, sobre todo para protegerse mejor de los ataques de los tártaros. Recién en los años 40 – por razones personales – Stalin dividió al país en Osetia del Norte y del Sur, adjudicando esta última a Georgia. Después de la disolución de la Unión Soviética, para los estados nuevos, se adoptaron las mismas fronteras que en las antiguas repúblicas soviéticas; el sur de Osetia quedó así dentro de Georgia, contra la voluntad de la población que en 1991 había proclamado su autonomía de la provincia. En un referendo en noviembre de 2006, el 99% de la población osetia votó por la independencia y por una alianza con Rusia.

Después de 16 años, en Osetia del Sur hay una tropa internacional de protección, formada por unidades georgianas, rusas y osetas. Su misión consiste en impedir actos de violencia contra la población civil y asegurar una coexistencia pacífica. En la noche del 7 al 8 de agosto, tropas georgianas mataron a 15 soldados rusos e hirieron a más de 100.

Con ésto, Georgia atacó de hecho a Rusia, lo que equivale a una declaración de guerra. Al mismo tiempo, Georgia atacó brutalmente Tsjinvali, la capital de Osetia del Sur, matando a más de 2000 civiles y destruyendo casi todas las infraestructuras civiles. Se trata de un acto de guerra que ningún país del mundo puede aceptar.

La Corne de l'Afrique

Les crises majeures – III^e partie: La Somalie

par Stanislas Bucyalimwe Mararo

pk. Dans son troisième article sur les crises majeures de la Corne de l'Afrique, l'auteur aborde l'histoire récente de la Somalie (articles précédents cf. *Horizons et débats* n°s 21/08 et 25/08). On voit se confirmer ici aussi l'hypothèse que le monde industrialisé n'aime pas entendre et qu'il conteste véhémentement: les problèmes de ce pays (comme ceux de toute la région) sont essentiellement un héritage laissé par l'Europe. Au bout de presque 50 ans d'indépendance, le pays est exsangue, la faim et les épidémies fauchent ses habitants quand ils ne sont pas la cible des fusils des formations militaires changeantes. Il n'y a plus même l'ébauche d'infrastructures étatiques. La Somalie est un Etat fantôme avec à sa tête un gouvernement fantôme. La population est tenue en otage par des seigneurs de la guerre télécommandés. On comprend ainsi que l'auteur qualifie de «trou noir» cette entité située à un endroit clé de la Corne. Qui a intérêt à ce que se maintienne cette absence d'Etat dans une région où la situation est explosive? Ceux qui fournissent à leurs marionnettes des armes et leur prodigent des conseils? Derrière tous les rideaux de fumée qui rendent très confuse l'histoire récente de la Somalie, deux choses apparaissent très nettement: les objectifs stratégiques impitoyables des grandes puissances dans la Corne et les souffrances inimaginables de la population que provoque cette stratégie. L'opinion mondiale, manipulée, n'en a guère connaissance. A la fin de son article, l'auteur, un émigré de l'Est du Congo, tire les conclusions auxquelles nous devrions parvenir après une analyse de la crise qui persiste en Afrique orientale. L'«afghanisation» de la Somalie présente de nombreux points communs avec celle de l'Est du Congo. Les mêmes intérêts sont-ils en jeu? Il s'agit manifestement de la tentative des grandes puissances, en particulier de l'unique grand puissance depuis l'effondrement de l'Union soviétique, de réordonner totalement les pièces de l'échiquier africain de l'Est. L'article montre que les acteurs locaux et régionaux sont interchangeables.

Connue des anciens Egyptiens sous le nom de «pays de Pount/Punt», la Somalie comprend toute la région africaine qui s'étend le long du golfe d'Aden, entre Berbera et le cap Gardafui. A la veille du «scramble for Africa» (dernier quart du XIX^e siècle), la situation était la suivante: la péninsule somalienne, islamisée depuis des siècles, faisait face à une Ethiopie chrétienne et impériale qui avait conquis l'Ogaden, région Sud-Ouest peuplée des populations somalies (annexion confirmée par les puissances coloniales en 1948); elle était dominée par des sultanats rivaux, mais qui entretenaient des relations étroites avec le puissant sultanat d'Oman (Sud du Yemen).

Colonisation

C'est à partir de 1875 que l'expansion européenne mit face à face la Grande Bretagne, la France et l'Italie pour le contrôle de la région qui borde la Mer Rouge (route pour les Indes et cruciale pour la Grande Bretagne surtout). Au début, ce sont les ports (Aden au Yemen, Mogadiscio, Berbera, Kismayo, etc.) qui étaient l'objet de convoitise. C'est dans la suite que les rivalités s'étendirent dans l'interland. Le résultat de la course à cette occupation territoriale fut la constitution des Etats distincts: Somalie britannique ou Somaliland (Nord), la Somalie italienne (Sud), l'Erythrée italienne, la Somalie française ou la Côte française de la Somalie (1894) qui deviendra tour à tour le Territoire français des Afars et des Issas en 1967 et la République de Djibouti en 1977. Les populations somalies furent donc divisées et réparties entre plusieurs nouveaux Etats. Les politiques coloniales appliquées par ces trois puissances furent différentes comme leur impact sur les sociétés locales fut aussi différent. Mais, la présence italienne y fut éphémère car elle prit fin suite à la défaite de l'Italie face à la Grande Bretagne en 1941.

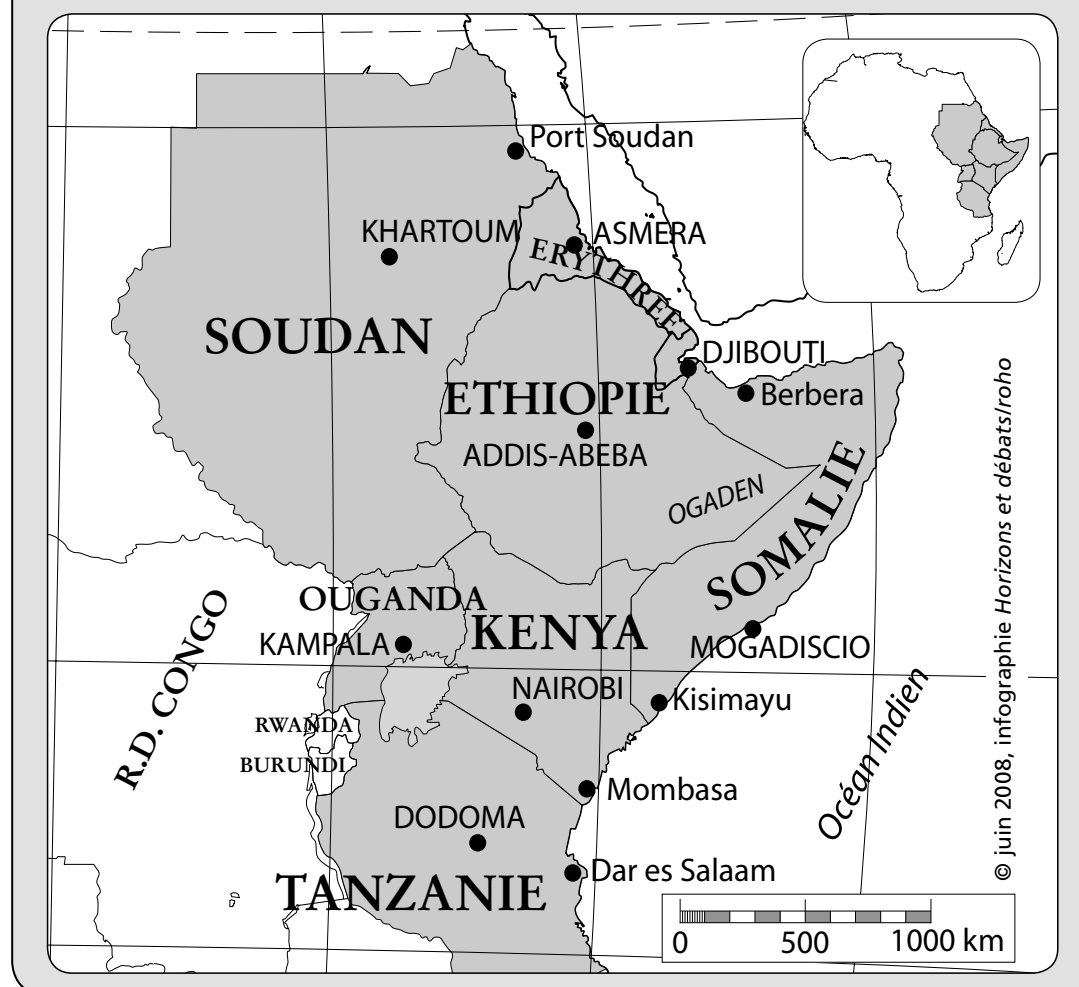
La Grande Bretagne administra cette dernière pendant quelques temps. Après la création de l'ONU (26 juin 1945), la Somalie italienne passa sous le contrôle de l'ONU qui l'administra par l'intermédiaire des Italiens, restés très actifs. A travers ses citoyens et la souplesse de la politique anglaise et onusienne, l'Italie y maintint en quelque sorte une tutelle nominale. Le Nord parlait l'anglais et était économiquement moins avancé; par contre, le Sud parlait l'italien et était économiquement plus prospère. En plus, les deux régions avaient des monnaies et des cultures différentes. A l'indépendance, la Somalie faisait face à ces problèmes d'ordre historique; à ceux-ci s'ajoutèrent vite d'autres problèmes non moins importants. Primo, les aléas de la nature: «la plupart des terres de la Somalie sont désertiques ou semi-désertiques (avec le cercle vicieux de la famine) et les peuples qui les habitent sont des nomades qui pratiquent l'élevage au sein d'une économie pastorale».¹ Secundo, la gestion clanique et clientéliste du pouvoir n'a pas pu apporter des solutions attendues par les populations aux problèmes politiques, économiques, sociaux, et culturels. Tertio, l'importance croissante de l'islam dans le pays par rapport aux pays voisins, l'exception étant la République de Djibouti par rapport aux cultures traditionnelles somalies. On adopta le shilling comme monnaie, le somali, l'arabe et l'anglais comme langues officielles. L'italien ne semble pas avoir survécu de cette traversée du désert. La Somalie compte plusieurs clans ou communautés ethniques dont les plus importants seraient au nombre de six: Darod, Isaaq, Dir, Hawiye, Rahanwein, et Digil.²

Indépendance et irrédentisme somalien

A l'indépendance le 1^{er} juillet 1960, ce pays regroupa deux Somalies: Somalie ex-italienne³ et Somalie ex-britannique ou Somaliland.⁴ De ce fait, il hérita des problèmes immenses qui allaient rester une épine dans l'unité nationale: rivalités claniques, clivage économique et culturel et la question de l'Ogaden. La Constitution de 1960 fut influencée par la doctrine islamique de sorte que «Islam was incorporated into Somali thinking and way of life. In addition, through Islam, some aspects of Arab culture were incorporated into Somali culture».⁵ En plus, la Constitution institua une démocratie parlementaire (un président et un Premier ministre responsable devant le Parlement). Les premières autorités du pays réussirent de contenir les crises politiques et gouvernementales sans pouvoir hélas résoudre les problèmes socio-économiques du pays.⁶ Malgré des divisions internes, il existait un irrédentisme ethnique évident dont les partisans rêvaient la création de la Grande Somalie;⁷ celle-ci devrait inclure toutes les populations somalies de la région (Somalie, Ethiopie, Kenya et Djibouti). D'où l'adhésion des leaders somaliens à la thèse de la révision des frontières héritées de la colonisation et l'implication de Mogadiscio (la capitale) dans les guerres des provinces nord du Kenya et de l'Ogaden en Ethiopie entre 1963-1967.⁸ En réponse à cette politique belliqueuse de la Somalie ou à ce qu'ils estimaient être une menace de la Somalie, le Kenya et l'Ethiopie signèrent un pacte de défense mutuelle en 1964. Celui-ci fut renouvelé en 1980 et en 1987; ce dernier insistait sur «a call for the coordination of the armed forces of both states in the event of attack by Somalia».⁹ La guerre de l'Ogaden et son enlèvement¹⁰ ont sans doute joué dans le renouvellement de ce pacte. En effet, en 1977, les Somaliens vivant dans la région de l'Ogaden en Ethiopie s'engagèrent, après la chute de l'empire éthiopien d'Addis Abeba (1974), dans une lutte armée pour leur rattachement à la Somalie. Dans cette guerre de l'Ogaden, les rebelles étaient soutenus et armés par la Somalie qui y envoyait aussi des troupes.¹¹ Alors que l'Ethiopie était aidée par Cuba et l'URSS, la Somalie recevait des Etats-Unis une aide à la fois humanitaire et militaire; en échange, ces derniers furent autorisés à utiliser les installations navales de Berbera, une ancienne base soviétique en So-

La corne de l'Afrique

La Corne de l'Afrique proprement dite comprend l'Ethiopie, l'Erythrée, Djibouti et la Somalie. On parle souvent aussi de la Grande Corne de l'Afrique, qui comprend en outre le Soudan, le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi. C'est donc une immense région qui se trouve depuis toujours dans le collimateur des grandes puissances, leur intérêt s'étant accentué ces derniers temps par le fait qu'on y a découvert d'immenses réserves de pétrole (Darfour au Soudan et lac Albert sur la frontière congolaise). De plus, depuis des siècles, toutes les grandes puissances à ambitions géostratégiques sont conscientes du fait que celui qui s'est installé sur la Corne surveille les voies maritimes de Suez à l'Asie et contrôle en même temps militairement tout le Proche et le Moyen-Orient.



malie. Les hostilités avec l'Ethiopie (qui supportait aussi des mouvements dissidents au nord de la Somalie) continuèrent de façon sporadique jusqu'en 1988, date à laquelle un accord de paix fut signé entre Mogadiscio et Addis Abeba;¹² cet accord consacrait en fait l'échec dans la réalisation de la Grande Somalie.

La Somalie de Siad Barré (1969-1991): Entre Le Caire, Moscou et Washington

Entre 1960 et 1969, la Somalie a connu deux présidents: *Aden Abdullah Osman Daar* (1960-1967) et *Rashid Ali Shermake* (1967-1969) ou neuf années de régime civil. Ce transfert de pouvoir entre l'ancien Premier ministre élu et l'ancien président battu s'était effectué par la voie électorale. Cette tradition démocratique fut brisée avec l'assassinat de ce dernier le 15 octobre 1969 par un groupe de militaires dirigés par le général *Siad Barré*. La Somalie fut ainsi dirigée par un régime militaire pendant 22 ans (1969-1991). Bien qu'il ait pris le pouvoir par la force et instauré une dictature militaire dure, Siad Barré régna sur ce qu'il appela par euphémisme la *République démocratique de Somalie*. Pour justifier ce coup de force, il prétendit vouloir mettre fin aux tensions politico-claniques qui se seraient exacerbées sous le règne de Rashid Ali Shermake (1967-1969): «Siad Barre est un darod issu de la tribu maharan. Conscient des divisions de son pays, il entreprend une puissante détribalisation. Pour tenter de venir à bout de ce qu'il considère comme un fléau, il lui trouve un dérivatif: le nationalisme somalien. Celui-ci annonce la rupture avec le capitalisme, le parlementarisme et l'alliance à l'Ouest. Avec Siad Barré, la Somalie, qui jusque là a été pro-occidentale, se tourne vers le bloc soviétique qui désireait prendre pied dans cette zone géographique stratégi-

que». Pour tout dire, la situation devint de plus en plus mauvaise dans le pays. Contrairement à ses prédécesseurs et à l'empereur *Haile Selassié*, il se rapprocha de l'Union soviétique et embrassa l'idéologie marxiste-léniniste. Celle-ci n'allait pas être appliquée facilement pour trois raisons: primo, le népotisme qu'il instaura et le favoritisme qu'il privilégia envers un petit cercle de frères et d'amis au sein de l'armée et des services civils (en fait il manipulait les divisions ethniques pour consolider son pouvoir); secundo, les valeurs islamiques qui ne s'y apprêtent pas; et tertio, la méfiance des Somaliens traditionnalistes que même l'islam n'enchantait pas. En février 1974, Siad Barré demanda et obtint, malgré l'opposition de la majorité des leaders somaliens (militaires et civils), l'adhésion de la Somalie à la *Ligue arabe*; les officiers qui s'y étaient opposés ont payé cher car ils furent exécutés. Cette adhésion de la Somalie à la *Ligue arabe* dont le siège est au Caire fut un contentieux politique interne qui n'a fait qu'envenimer la vie politique. Siad Barré a échappé à plusieurs coups d'état (1970, 1971, 1978, 1982); chaque fois, ces échecs se soldaient par des exécutions massives. Dès que le régime communiste éthiopien s'installa à Addis Abeba en 1974, Siad Barré rejoignit le camp américain sans en tirer le maximum des bénéfices pour la survie de son régime. Non seulement la fin de la guerre froide a poussé Washington à le lâcher, mais aussi elle a permis la formation de plusieurs mouvements d'opposition anti-Siad Barré (tous étaient malheureusement des «military-political clan factions»)¹³ et facilité leur succès; celui-ci fut renversé en 1991. En décrivant la nature du régime de Siad Barré et en résumant son bilan, *Florence Ssereo* écrit: «Between 1979 and

«La Corne de l'Afrique»

suite de la page 5

1990 the military gouvernement's conception of politics, inspired by the principles of communism, was ambivalent; on one hand it denounced tribal politics and on the other hand based promotions in the army and the recruitment of civilian state functionaries on clan and tribal criteria. For example, during this period, public officers from the Isaaq, Marehan and Darod clans were recruited to important posts in government and in the army. Clan networks of influence, therefore, prevailed in political, commercial and social relations. A clan-democracy or clan-political hegemony was institutionalised by the military government of President Siad Barre, and politics was commanded through a military chain of officers. For more than two decades, clanpolitics, Marxist-Leninism and Islam were important factors for political association, division, rivalry and violent conflicts in Somalia. Both the military and the civilian political leaders failed to articulate between the different value systems that operated in parallel within the Somali society. The governmental modernization programme progressed more effectively in the urban areas than in the rural areas because the educated population and foreign immigrants lived in the towns, which offered more opportunities in terms of jobs and social services. However, the majority of the population, more than 50%, were illiterate and worked the land in the rural areas where lifestyles were strongly influenced by customs and traditions¹⁴.

La chute de Siad Barré et le processus de la «somalisation»

La chute de Siad Barré en 1991 entraîna le morcellement politique du pays; celui-ci n'a jamais retrouvé son unité car il est le théâtre des affrontements (guerre civile)¹⁵ entre divers chefs de guerre que même la fameuse opération de l'ONU sous commandement américain, «Restore Hope»/Rendre l'espoir (1992-1995)¹⁶ ou la Mission de l'ONU en Somalie/UNOSOM ou la mission de l'UNITAF/United Nations International Task Force n'a pas pu juguler.¹⁷ Fragmenté jusqu'à présent, ce pays a sombré dans un chaos généralisé; d'où, l'expression de «somalisation» qui tend à s'appliquer à toutes les crises sans issue ou à des situations de longue instabilité en Afrique. Le gouvernement national de transition/GNT (dirigé par Ali Mohamed Gedi, dominé par l'Alliance pour la restauration de la paix et engagé contre le terrorisme) qui avait été installé depuis 2004 en application du fragile accord passé entre certains belligérants au Kenya et qui bénéficie de l'appui militaire et politique de l'Éthiopie et de Washington avait été évincé de la capitale en juin 2006 par les fondamentalistes musulmans de l'Union des Tribunaux islamiques qui sont appuyés par l'Érythrée.¹⁸ Avec la prise du pouvoir à Mogadiscio et le contrôle d'autres cités du pays par les islamistes qui se recrutent essentiellement parmi les Oromos et l'imposition de la sharia, la Somalie s'est retrouvée dans le cyclone de la lutte anti-terroriste¹⁹ et a vu sa situation interne et la reconstruction de l'État somalien se compliquer davantage. Les troupes éthiopiennes qui sont entraînées par les États-Unis ont envahi la Somalie en décembre 2006;²⁰ elles ont réussi à évincer les islamistes somaliens (qu'Addis Abeba accuse de constituer «une menace à la région frontalière de l'Ogaden où vit une large communauté de Somalis musulmans»²¹) et à re-installer le gouvernement de Gedi au pouvoir.²² Alors que celui-ci déclare vouloir en finir avec les islamistes, ceux-ci sont décidés à combattre un pays envahisseur qu'est l'Éthiopie, le catholicisme qu'il véhicule et les marionnettes d'Addis Abeba et de Washington au pouvoir à Mogadiscio.

La Somalie: centre du puzzle hégémonique ou maillon faible de la chaîne?

En analysant ces développements internes, d'aucuns disent que la Somalie est un pays divisé qui est en train de devenir le centre d'un conflit régional ou le terrain d'affrontement entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Les missions de bon office de la République de Djibouti n'ont jamais porté fruit. En plus, la région du nord, anciennement colonisée par la Grande

Bretagne et devenue bastion de l'opposition armée menée depuis la réélection contestée de Siad Barré en 1986 par le *Mouvement national somalien*, a profité de ce chaos pour proclamer son indépendance sous le nom de Somaliland en 1991;²³ jusque là, elle n'est pas encore reconnue par l'ONU. La réconciliation nationale n'est pas pour demain et la Somalie est un des «trous noirs» en Afrique où tous les mafias et crimes multiformes prospèrent. «En voulant instaurer un État somalien, le plan djiboutien vise à rétablir un jour un équilibre régional aujourd'hui rompu. L'Éthiopie, sortie triomphalement de sa guerre avec l'Érythrée, entend jouer avec plénitude son rôle régional. Aura-t-elle les moyens de son ambition?» Enfin, les médiations de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et des pays de l'IGAD/Inter-Governmental Authority for Development (regroupant le Kenya, l'Ouganda, le Soudan, Djibouti, l'Éthiopie et le gouvernement fédéral de transition de Somalie) ont montré leurs limites. Entre temps, les rivalités des puissances euro-américaines pour le contrôle de cette région et les richesses de la Somalie (notamment le pétrole) continuent à alimenter les turpitudes de la Corne de l'Afrique. De passage à New York, le président somalien *Abdullah Yusuf Ahmed* aurait demandé au Conseil de Sécurité de «déployer une force dans son pays. Celle-ci viserait à remplacer l'AMISOM, la force de paix de l'Union africaine déployée depuis mars 2007 à Mogadiscio. Majoritairement composée des troupes éthiopiennes, la force africaine manque de moyens et d'hommes». Est-ce le retour en force de l'ONU en Somalie? Ce qui est sûr est que la lutte contre le terrorisme qui masque les enjeux susmentionnés s'enlise et patage si bien que *Joan Tilouine* se demande si la Somalie ne va pas devenir un Afghanistan bis.²⁵ Comme l'Afghanistan («the gateway to central Asia and the Caspian sea»),²⁶ la Somalie sert de laboratoire à Washington dans ses efforts de remodeler la carte de l'Afrique²⁷ en exploitant le danger que constituerait l'Islam ou le terrorisme global dans le monde. L'imbroglio de l'Est de la République démocratique du Congo n'est pas sans lien avec le projet politique américain qui se profile derrière l'humanitarisme du projet GHAI (*Greater Horn of Africa Initiative*).²⁸

¹ Brodeur, J. P., «Un nouveau paradigme de la violence. Maintien et imposition de la paix en Somalie (1992-1995)», *Cultures et Conflits*, n° 29-30, 1998, pp. 175-193.

² Ssereo, F., «Clanpolitics, Clan-democracy and Conflict Regulation in Africa: The Experience of Somalia», *The Global Review of Ethnopolitics*, vol. 2, n° 3-4, p. 25, March/June 2003.

³ Depuis novembre 1949, c'est l'ONU qui exerçait une autorité de tutelle sur ce territoire, <http://fr.wikipedia.org/wiki/Somalie>.

⁴ Depuis novembre 1949, c'est l'ONU qui exerçait une autorité de tutelle sur ce territoire, <http://fr.wikipedia.org/wiki/Somalie>.

⁵ Ssereo, F., *op. cit.*, p. 30.

⁶ Ssereo, F., *op. cit.*, p. 29.

⁷ «Somalie: Aspect géopolitique», <http://afrique.ruwenzori.net/somalie-b.htm>.



Jeunes somaliens de Mogadiscio faisant la queue pour obtenir des vivres fournis par le Programme alimentaire mondial de l'ONU. (photo Reuters)

⁸ Wiggins, R. V., *The Somali Dispute: Kenya Beware*, Nairobi, April 6, 1984; Kamau, J., «How Kenya averted war with Somalia», *East African Standard*, January 18, 2004.

⁹ «Somalia-Ethiopia, Kenya conflicts», *Global Security.org*, January 7, 2007.

¹⁰ Nkaisserry, J. K. et al., *The Ogaden war: An analysis of its causes and its impact of Regional peace in the Horn of Africa*, Pentagon Research Report, April 8, 1997; «The Ogaden war 1977-1978», *Onwar.com*, December 16, 2000.

¹¹ La Somalie envahit même cette partie de l'Éthiopie en 1977 et dut battre retraite face à l'offensive des forces éthiopiennes appuyées par les troupes soviétiques et cubaines, Brodeur, J. P., *op. cit.*

¹² «Histoire de la Somalie», <http://fr.wikipedia.org/wiki/Somalie>.

¹³ Entre 1989 et 1990, on dénombrait une dizaine de factions militaires d'obédience clanique parmi lesquelles figuraient le *Somali National Movement* (SNM, clan Isaaq), le *Somali Patriotic Movement* (SPM, Ogaden) le *United Somali Congress* (Hawiye, Habr-Gedir et Abgal), Ssereo, F., *op. cit.*, pp. 34-35.

¹⁴ SSEREO, F., *op. cit.*, p. 30.

¹⁵ Siad Barré fut succédé par le général *Mahdi Mohammed Farah Aidid*. Celui-ci ne réussit pas à mettre fin aux rivalités claniques; ainsi, «pendant les deux années qui suivirent, quelques 50000 personnes furent tuées lors de violents combats, menés de façon continue entre les factions rivales (de novembre 1991 à mars 1992). Du fait de la rupture des lignes d'approvisionnement dans ce pays ravagé par la guerre, environ 300000 personnes moururent de faim», Décédé en 1996, le général Aidid fut remplacé par son fils *Hussein Mohammed Aidid*. Celui-ci fut contraint de se retrancher dans le Centre et le Sud du pays; le Nord-Ouest où l'ancien Somaliland devint le fief de *Mohammed Ibrahim Egal* et le Nord-Est ou la région du Pount/Punt celui d'*Abdullah Youssouf Ahmed*. Pendant qu'Egal proclamait l'indépendance du Somaliland, Ahmed déclarait l'autonomie du Puntland. L'extrême Sud devint le fief d'*Omar Hadj Massale* et la région de Kismayo celui du général *Morgan*. Le contrôle de la capitale fut l'objet des luttes acharnées entre Omar, Morgan et Ali Mahdei. <http://fr.wikipedia.org/wiki/Somalie>.

¹⁶ Elle essuya un échec cuisant face à la force de frappe des troupes du général somalien, *Farah Mohammed Aided*, la *Somali National Alliance* (SNA).

¹⁷ Marchal, R., «La militarisation de l'humanitaire: l'exemple somalien», *Cultures et conflits*, n° 11, automne 1993, pp. 77-92; Lefebvre, J.A., «The US Military Intervention in Somalia: A Hidden Agenda?», *Middle East Policy*, vol. 2, n° 1, 1993, pp. 44-62.

¹⁸ Westerhoff, L., «L'Éthiopie ne veut pas d'une base arrière islamiste en Somalie», *Libération* du 27 octobre 2006.

¹⁹ Gylden, A., «La Somalie à la dérive», *L'Express* du 6 décembre 2001; Belmessous, H., «Les avancées de l'islam au Sud du Sahara», <http://african-geopolitics.org/show.aspx?ArticleId=3349>.

²⁰ «L'Éthiopie annonce son entrée en guerre en Somalie et bombarde les positions islamistes» (*Le Monde* du 25 décembre 2006); «Les islamistes sont en guerre contre l'Éthiopie (en Somalie)», *RFI-Actualité* du 21 décembre 2006.

²¹ Tilouine, J., «Somalie: Mogadiscio ravagée, les insurgés contrôlés. Les forces éthiopiennes font reculer les soldats des Tribunaux islamiques», *Afrik.com* du 27 avril 2007.

²² «Le gouvernement somalien veut traquer les rebelles islamistes en fuite», *Le Monde* du 2 janvier 2007.

²³ Pour plus d'information, lire Compaagnon, D., «Somaliland: un ordre politique en gestation?», *Politique africaine*, n° 50, juin 1993, pp. 9-20; ICG, *Somaliland: A l'Union africaine de montrer le chemin*. Rapport Afrique n° 23, Bruxelles/Nairobi, mai 2006.

²⁴ Rhouma, H.B., «Somalie: Mogadiscio sombre dans la violence», *Afrik.com* du 21 avril 2008.

²⁵ Tilouine, J., *op. cit.*

²⁶ Ahmed, N.M., *The War on Freedom*. East Sussex, Institute for Policy Research and Development, 2002, pp. 68-69, 78.

²⁷ Ottaway, M., «Le redécoupage de l'Afrique: un avenir apocalyptique proposé et discuté devant le Sénat américain», *Cahier de Grands Lacs*, n° 6 du 11 juillet 1999.

²⁸ Fisher, I. and Onishi, N., «Congo's struggle may unleash broad strife to redraw Africa», *The New York Times*, January 12, 1999; Bayart, J.F., «La guerre du Congo-Kinshasa est peut-être pour l'Afrique ce que la guerre de Trente Ans a été pour l'Europe: une guerre de la formation des États et un système régional d'États», «Afrique: manteau de la guerre», *Croissance*, n° 423, février 1999, p. 50.

Sources

Ahmed, N. M., *The War on Freedom*. East Sussex, Institute for Policy Research and Development, 2002.

Bayart, J. F., «Afrique: manteau de la guerre», in: *Croissance*, n° 423, février 1998.

Brodeur, J. P., «Un nouveau paradigme de la violence. Maintien et imposition de la paix en Somalie (1992-1995)», *Cultures et Conflits*, n° 29-30, 1998.

Compaagnon, D., «Somaliland: un ordre politique en gestation?», in: *Politique africaine*, n° 50, juin 1993, pp. 9-20.

Compaagnon, D., in: ICG, *Somaliland: A l'Union africaine de montrer le chemin*. Rapport Afrique n° 23, Bruxelles/Nairobi, mai 2006.

Fisher, I. and Onishi, N., «Congo's struggle may unleash broad strife to redraw Africa», in: *The New York Times*, 12 janvier 1999.

Histoire de la Somalie, www.cosmovisions.com/chronSomalie.htm.

Kamau, J., «How Kenya averted war with Somalia», *East African Standard*, 18 janvier 2004.

Nkaisserry, J. K. et al., *The Ogaden war: An analysis of its causes and its impact of Regional peace in the Horn of Africa*, Pentagon Research Report, 8 avril 1997;

Nkaisserry, J. K. et al., «The Ogaden war 1977-1978», *Onwar.com*, 16 décembre 2000.

Ottaway, M., «Le redécoupage de l'Afrique: un avenir apocalyptique proposé et discuté devant le Sénat américain», *Cahier de Grands Lacs*, n° 6 du 11 juillet 1999.

Ssereo, F., «Clanpolitics, Clan-democracy and Conflict Regulation in Africa: The Experience of Somalia», *The Global Review of Ethnopolitics*, volume 2, n° 3-4, mars/juin 2003.

Tilouine, J., «Somalie: Mogadiscio ravagée, les insurgés contrôlés. Les forces éthiopiennes font reculer les soldats des Tribunaux islamiques», *Afrik.com* du 27 avril 2007.

Wiggins, R. V., *The Somali Dispute*. In: *Kenya Beware*, Nairobi, 6 avril 1984.

Bibliographie supplémentaire

Adam, H. M., «Islam and Politics in Somalia», *Journal of Islamic Studies*, vol. 6, n° 2, 1995, pp. 189-221; «Somalia: Militarism, Warlordism or Democracy?» *Review of African Political Economy*, n° 54, July 1992, pp. 11-26.

Bell, J. B., «Strategic Implications of the Soviet Presence in Somalia», *Orbis*, vol. 19, n° 2, Summer 1975, pp. 402-411.

Lewis, I. M., *A Modern History of Somalia. Nation and State in the Horn of Africa*, Boulder (Colorado), Westview Press, 1988.

Marchal, R., «Somalie: Autopsie d'une intervention», *Politique internationale*, n° 61, automne 1993, pp. 191-208.

Perret, T., «Somalie: à l'heure du bilan», *Jeune Afrique Economie*, 3 avril 1995, pp. 32-33.

Powell, B., Ford, R., and Nowrasteh, A., *Somalia After State Collapse: Chaos or Improvement?* Independent Institute Working Paper, n° 64, Oakland (Ca), November 30, 2006.

Prunier, G., «La dimension historique de la crise somalienne», *Relations internationales et stratégiques*, n° 9, printemps 1993, pp. 89-106; «Somaliland Goes It Alone», *Current History*, May 1998, pp. 225-229.

Torrenzano, A. et Mendez, D., *L'imbroglio somalien. Historique d'une crise de succession: Une analyse socio-historique de la situation de 1969 jusqu'à 1991*, Paris, L'Harmattan, 1995.

«Résoudre les problèmes de manière solidaire et depuis la base»

A l'occasion du 75^e anniversaire de la Caisse d'épargne zurichoise d'aide aux paysans/Caisse de crédit agricole zurichoise

par W. Wüthrich, Zurich

Il y a peu, la «Zürcher Landwirtschaftliche Kreditkasse ZLK» (Caisse de crédit agricole zurichoise) a organisé une invitation pour sa fête de jubilé. C'est en 1933 que l'ancienne «Bauernhilfskasse» (Caisse d'épargne zurichoise d'aide aux paysans) – actuellement «Zürcher Landwirtschaftliche Kreditkasse» – a été fondée. Elle représente un cas spécial dans le système des coopératives agricoles. Par la suite, son histoire sera présentée et estimée à sa juste valeur en relation avec le développement du système coopératif.

Au XIX^e siècle le système des coopératives s'est développé dans les régions rurales comme un véritable mouvement populaire. A cette époque-là une politique agricole de l'Etat, telle que nous la connaissons de nos jours, n'existait pratiquement pas encore. Les paysans se sont aidés eux-mêmes – en créant des coopératives laitières et de fromagerie, d'élevage et d'économie d'alpage. Il y avait et il y a toujours des coopératives dans les domaines de l'arboriculture et de la viticulture. De grandes coopératives ont soutenu l'achat de moyens de production et la vente des récoltes. Les coopératives de consommation s'occupent des besoins quotidiens. Les paysans se retrouvent dans des coopératives pour l'achat et l'utilisation de machines agricoles qu'elles mettent à disposition, par exemple des machines pour récoltes, très coûteuses, qu'un paysan seul ne pourrait jamais s'acheter. Dans les régions rurales s'est formé au courant des décennies – et pas seulement en Suisse – un réseau très dense de vie coopérative qui a marqué la manière de vivre dans les familles et les communes rurales.

Les racines de l'idée des coopératives sont ancrées loin dans le passé. Nous trouvons des caractéristiques comme l'entraide commune, la responsabilité autonome et l'autodétermination, l'autogestion et la participation égale en droits dans de multiples formes de la vie en commun avec des expressions différentes dans toute l'histoire culturelle de l'humanité. Sur le plan politique, dans l'histoire de la Confédération suisse, – comme le mot le dit – de tels éléments jouent un rôle essentiel.

Coopératives de crédit

Simultanément avec les innombrables coopératives agricoles, des institutions ont été créées qui mettent à disposition des crédits avec un taux d'intérêt avantageux. Il faut mentionner comme exemple les *Caisse Raiffeisen*. L'association suisse vient de fêter, il y a cinq ans, 100 ans d'existence. En 1899 le pasteur *Traber* a fondé la première caisse à Bichelsee TG. Les *Banques cantonales* ont également pris en considération les besoins financiers des paysans dans leur politique d'entreprise. Dans les années 1880, lors de la crise agricole de l'époque, on a revendiqué que des conditions de crédit favorables soient offertes aux coopératives agricoles. Cette revendication a été ancrée en 1902 dans la Loi fédérale sur les banques: Les coopératives qui soutiennent l'agriculture dans intérêt général devaient recevoir un crédit à un taux d'intérêt réduit. Le soutien des coopératives aux conditions privilégiées appartenait et appartient toujours à la politique d'entreprise de la *Banque cantonale zurichoise*.¹ Cela était d'autant plus important que beaucoup de coopératives ne disposaient que de peu de capital propre et finançaient leur projets par des crédits.

Les antécédents de la «Zürcher Bauernhilfskasse»

Le motif pour la fondation de la «*Bauernhilfskasse*» était la crise économique mondiale des années 1930. La situation critique des paysans suisses avait les raisons suivantes: Après la Première Guerre mondiale les denrées alimentaires étaient rares et en conséquence les prix très élevés. Les prix du sol et les fermages ont augmenté suite à la spéculation. Beaucoup de paysans se sont endettés avec des intérêts élevés pour profiter de ce développement trompeur. Certains d'entre eux ont repris leur ferme dans le marché immobilier libre à des prix élevés. Lorsqu'au début des années 1930, les prix se sont effon-



La «Zürcher Landwirtschaftliche Kreditkasse» soutient le développement d'entreprises agricoles pleines d'avenir. Vue sur l'écurie des 180 brebis laitières de Reto Wäfler à Bäretswil. (photo Ellen Mathys)

drés lors de la crise économique, les «paysans d'après guerre» ne pouvaient plus payer leurs intérêts. La misère et les soucis ont fait leur entrée dans beaucoup de fermes. En plus, les céréales américaines, grâce au triomphe du tracteur et de la moissonneuse-batteuse, se sont imposées à bas prix sur le marché mondial. Ces nouveaux outils devaient révolutionner l'agriculture. Mais au début ils étaient conçus pour des surfaces plus étendues et encore peu adaptés aux conditions des petits espaces montagneux de la Suisse. Les chevaux de trait devaient encore pour longtemps caractériser la vie des paysans en Suisse. Il n'y avait à cette époque-là pas encore de politique agricole qui protégeait les paysans de la concurrence à bas prix de l'étranger. – Le 30 septembre 1932 le gouvernement du pays a réagi. La Confédération a édicté une décision pour aider les paysans en détresse.

Fondation de la «Zürcher Bauernhilfskasse»

En 1933 a été fondée dans le canton de Zurich la «*Bauernhilfskasse*» comme coopérative. Y ont participé le canton de Zurich, le «Zürcher Landwirtschaftliche Kantonalverein» (actuellement le «*Bauernverband*», association des paysans), la *Banque cantonale zurichoise*, 16 banques privées, ainsi que des donateurs privés. La caisse accordait des crédits de longue durée avec un taux d'intérêt de 1 à 2% qui ne couvrait que les coûts d'administration. Les deux premières années, les paysans ont présenté 762 requêtes et ils ont reçu en moyenne 5000 francs. L'argent a été utilisé presque entièrement pour rembourser les dettes auprès des banques. Parmi ceux qui avaient déposé une requête, plusieurs ont souligné qu'ils n'avaient déposé cette requête qu'à contrecoeur. Ils avaient espéré pouvoir se maintenir par leurs propres forces.

Au début, la «*Bauernhilfskasse*» était surtout occupée par l'aide en cas de détresse et le désendettement. Plus tard, de plus en plus de gens sont venus pour être conseillés sur des questions d'économie d'entreprise et des crédits normaux pour des acquisitions.

Situation après la Seconde Guerre mondiale

Après la Seconde Guerre mondiale, la Confédération a voulu empêcher l'augmentation spéculative des prix du sol et du fermage – comme cela avait été le cas après la Première Guerre mondiale. Elle a introduit l'autorisation préalable pour l'achat et la vente de terrains et d'immeubles agricoles et un prix d'achat limité selon la valeur de rendement² avec une adjudication de 30% au maximum. Le fermage ne devait pas dépasser 4,5% de la valeur de rendement. En 1947, la Confédération a voté la *Loi fédérale sur le désendettement des domaines agricoles*. Elle contenait des mesures préventives qui devaient

empêcher le surendettement des agriculteurs. Le financement extérieur devait être en relation raisonnable avec la productivité économique. Les premières hypothèques (crédits de gage fonciers) ont donc été limitées dans leur somme selon la valeur de rendement. Les paysans recevaient de tels crédits par exemple de la *Caisse Raiffeisen* ou de la *Banque cantonale*. Au-delà, des crédits de gage fonciers étaient bien possibles – mais uniquement s'ils étaient accordés par une institution à but non lucratif à des conditions de taux d'intérêts avantageux. Dans le canton de Zurich c'étaient en premier lieu la *Bauernhilfskasse*, la *Bürgschafts-und Darlehenskasse der Evangelischen Landeskirche* (caisse de cautions et de crédits de l'église évangélique), la *Zürcher landwirtschaftliche Bürgschaftsgenossenschaft* (coopérative agricole zurichoise de cautions) et la fondation *Hans Bernhard*. Il est clair qu'une «Crise de subprime» (crise avec des hypothèques douteuses) comme nous la vivons aujourd'hui pas seulement aux USA, a pu être empêchée à temps. La *Bauernhilfskasse* était particulièrement importante pour les preneurs de bail. Ils ne pouvaient pas prendre un crédit de gage foncier auprès des caisses de crédits car ils ne possédaient pas de bien foncier.

Façon de travailler

Voilà un exemple de cette époque-là illustrant l'activité de la *Bauernhilfskasse*:

Le beau-père de *Hans Berger* exploitait une ferme dans l'Oberland zurichois, à 770 m d'altitude. Soudain, le beau-père est tombé gravement malade et il a voulu céder son entreprise à son gendre. *Hans Berger* ne disposait que de très peu d'épargne. La Caisse de crédit de sa commune n'était pas prête à mettre à sa disposition les 30000 francs de capital initial. Il s'est tourné ensuite vers la *Banque cantonale*. Celle-ci lui a recommandé de déposer d'abord une demande auprès de la *Bauernhilfskasse*, dont *Hans Berger* ignorait l'existence. Celle-ci lui a accordé un crédit à des conditions bien meilleures que la *Banque cantonale* n'aurait pu lui donner. Un autre crédit a suivi un peu plus tard. – Ainsi le soutien d'une famille paysanne à la montagne a commencé là.³

Bouleversement

Dans les années et décennies après la Seconde Guerre mondiale, l'agriculture suisse a vécu une phase de changements tumultueux – jusqu'à nos jours. Une mécanisation a commencé, bouleversant la vie à la ferme de manière fondamentale. Des machines performantes, un tracteur, un tracteur encore plus grand, la machine à charger etc. ne sont que quelques mots clé. Pendant la Seconde Guerre mondiale, à part 1000 tracteurs, c'étaient encore 8000 chevaux de trait qui étaient à l'œuvre. Leur nombre a diminué de plus en plus jusqu'à ce que les chevaux de trait aient com-

plètement disparu. Les bâtiments devenaient trop petits pour le parc des machines grandissant et ont dû être renouvelés et élargis. Les surfaces de travail ont augmenté. Des méthodes de travail plus rationnelles et la mécanisation ont rendu possible qu'un seul agriculteur puisse labourer davantage de terrain. Avec cela la main-d'œuvre occupée dans l'agriculture baissait continuellement tandis que la production augmentait. Le «changement de structure», dont on parle si souvent actuellement, a commencé. Alors que, lors de l'exposition nationale «Landi» en 1939, on mentionnait encore avec fierté qu'un Suisse sur cinq était occupé dans l'agriculture, ce ne sont aujourd'hui plus que 2%.

Le rapport du jubilé de l'année 1983 commente ce changement énorme avec les paroles suivantes: «Des fermes et des villages campagnards richement décorés de fleurs montrent, parallèlement à une vie culturelle multiple dans nos villages, que, malgré la mécanisation et les calculs des coûts de production, les valeurs humaines sont toujours préservées dans la région de Zurich.»⁴

Le bouleversement et le changement ont coûté de l'argent, beaucoup d'argent. La *Bauernhilfskasse* a bien sûr été dépassée. Elle n'avait pas été fondée pour contribuer à financer tout cela.

Aide à l'investissement et à l'exploitation

Comme c'était déjà le cas au début des années 1930, la Confédération s'est activée. En 1962, le parlement a voté une *Loi fédérale sur les crédits d'investissement dans l'agriculture et l'aide aux exploitations paysannes (LCI)* qui est toujours en vigueur. On a entrepris une bipartition des mesures de soutien. Avec les crédits d'aide aux exploitations paysannes, des difficultés financières passagères devaient être surmontées. Des crédits d'investissement de longue durée, sans intérêts, devaient aider à supporter les coûts croissants des machines et des bâtiments.

Le concept de la LCI fonctionne de la façon suivante: La Confédération met à disposition les moyens qui reviennent aux paysans et à leurs coopératives comme crédits sans intérêts. Les cantons se chargent de l'administration et supportent les pertes éventuelles. Dans le Canton de Zurich la *Bauernhilfskasse* a été chargée de l'exécution. Elle s'est transformée ainsi d'une organisation d'aide aux paysans en un institut de crédit agricole. Cela s'est exprimé dans un changement de nom. Elle s'est appelée dorénavant «Zürcher Landwirtschaftliche Kreditkasse ZKL».

Les crédits ont été attribués d'après le principe du financement de reste. Les paysans et leurs coopératives devaient d'abord faire usage des possibilités de crédit «normales». Par exemple auprès de la *Raiffeisen*

«Résoudre les problèmes de manière ...» suite de la page 7

kasse ou de la *Banque cantonale* – autant que tolérable. Pour le reste, les moyens de la ZKL étaient à disposition.

Le nombre de crédits d'investissement sans intérêts a augmenté continuellement pendant les années suivantes. Aujourd'hui, ce sont pour toute la Suisse environ 2,2 milliards de francs qui sont prêtés sans intérêts de cette manière. L'argent tourne, c'est-à-dire il est régulièrement remboursé dans le fonds et de nouveau prêté. Actuellement, en Suisse chaque année 300 millions de nouveaux crédits sont accordés. La durée des crédits est de 10 à 20 ans. Depuis 1962 chaque franc a été prêté trois à quatre fois.

La *Zürcher Landwirtschaftliche Kreditkasse ZKL* par exemple a reçu pour son canton 141 millions de francs de moyens de la Confédération. Avec cela elle a accordé jusqu'à aujourd'hui des crédits d'investissements sans intérêts de 451 millions de francs. Comme la ZKL ne porte toujours qu'une partie du financement, les investissements qui ont ainsi été rendus possible étaient de plus d'un milliard de francs.

Un exemple des années 1970

La *Sennereigenossenschaft Maschwanden* (coopérative de laiterie de Maschwanden) se constituait en 1978 de 38 membres qui faisaient transformer leur lait en fromage à la laiterie. La modernisation et l'élargissement des capacités étaient urgents. Mais comment? Le projet qui avait finalement été formulé et auquel a contribué la coopérative du village voisin de Rifferswil coûtait 2 millions de francs.

La ZKL a aidé avec un demi-million de francs. Le «Maschwander Chäsblatt» (la feuille d'avis de Maschwanden) a rapporté quelque

temps plus tard: «Es hetti niemär glaubt, dass mâr in eme halbe Jahr scho chönt afa chäse. S hât mängi Sitzig bruucht, ganz glicher Meinig sind mâr nöd gsi. [...] Mâr hât under de Burâ ä paar grossi Kritiker ghört. Ganz chugelrund isch nöd alles gloffä.» (Personne n'aurait cru que nous pourrions commencer à faire du fromage déjà au bout de six mois. Il a fallu beaucoup de réunions, on n'a pas toujours été du même avis. On a entendu parmi les paysans quelques grandes critiques. Tout ne s'est pas passé tout à fait rondement.)⁵

Depuis quelques années la ZKL accorde des crédits sans intérêts d'après le principe du financement forfaitaire. Elle ne demande plus comme avant que celui qui a déposé une requête s'endette d'abord «normalement» et demande après un crédit de la ZKL. Aujourd'hui, la ZKL accorde des crédits sans intérêts aussi à des paysans qui travaillent avant tout avec leur propre argent. La requête de crédit est jugée en premier lieu selon la question de savoir si le projet est réfléchi de manière économique et promet du succès à long terme, et si l'endettement est raisonnable.

Beaucoup de moutons au lieu de quelques vaches

Lors de la fête du jubilé de 75 ans de cet été, le directeur actuel de la ZKL, *Beat Looser*, a présenté aux hôtes et aux représentants des médias la façon de travailler de la ZKL toujours basée sur un conseil compétent. La communauté festive s'est rendue en bus dans l'Oberland pour visiter deux projets actuels. Lisez le rapport respectif:

Reto Wäfler, 34 ans, de Bäretswil a repris en 2002 une petite exploitation laitière de ses parents. Il a déposé une requête pour un crédit pour la construction d'une fosse à purin. Il avait l'intention d'augmenter le nombre de bêtes pour construire un plus grand parc. Dans l'entretien avec le conseiller, il s'est avéré

pendant que le projet était peu réfléchi et qu'il ne pouvait avoir du succès à long terme – avant tout parce que les possibilités d'expansion étaient limitées. La ZKL a encouragé un changement de stratégie et a proposé de remplacer les vaches par des brebis laitières. Reto Wäfler a obtenu un crédit sans intérêts de 200 000 francs pour une nouvelle écurie spacieuse pour les brebis laitières. Le projet est devenu un succès comme les hôtes et les journalistes ont pu le constater. Reto Wäfler vend aujourd'hui son lait de brebis par le biais de la *Käsevereinigung der Region Zürcher Berggebiet* (association fromagère de la région montagnarde zurichoise) qui a été fondée en 1995 par 11 fromagers. Avec son label «Natürli aus dem Zürcher Berggebiet» (Naturellement de la région montagnarde zurichoise) cette organisation d'entraide fait la publicité pour environ 150 sortes de fromages de vaches, de brebis et de chèvres de la région.

«Vivre comme des gens normaux»

Il y a quelques années les deux agriculteurs *Walter Bosshard* et *Urs Jucker* ont mis ensemble leurs deux exploitations, assez grandes pour les circonstances suisses et ont formé une communauté d'exploitation. Ils avaient l'intention de se spécialiser uniquement dans la production laitière et d'augmenter continuellement leur nombre de vaches. Le parc des machines a été mis ensemble et une nouvelle organisation du travail a été réglée. De gros investissements étaient prévus. La ZKL a aidé avec un crédit de 410 000 francs, un autre crédit suivra. Grâce à la communauté d'exploitation, les deux paysans ont congé un week-end sur deux et peuvent partir en vacances de temps en temps comme des «gens normaux».

En forme pour l'avenir

La *Bauernhilfsskasse* et aujourd'hui la *Landwirtschaftliche Kreditkasse* sont une coopé-

rative tout à fait spéciale. La raison en réside dans la différence des membres fondateurs. Des bailleurs de fonds de l'Etat, tels que le Canton de Zurich et la Banque cantonale en font partie. 16 banques privées qui avaient elles-mêmes des difficultés pendant la crise des années 1930 ont aidé à porter le projet. L'association cantonale des paysans et aussi des privés ont participé. Tous ont pris des responsabilités et en prennent toujours dans le but d'aider les paysans particuliers et leurs coopératives. – C'est une histoire à succès. Elle montre l'ensemble de l'initiative privée, du principe des coopératives et du soutien de l'Etat. La ZKL a accompagné quelques milliers de familles paysannes et beaucoup de coopératives et elle a aidé à forger le développement de l'agriculture. – Celui qui traverse en vélo les régions rurales du canton de Zurich trouve un paysage soigné et de belles fermes qui contribuent à assurer l'alimentation. La «Banque paysanne» y contribue.

Cette façon de résoudre les problèmes – de manière solidaire depuis la base et largement soutenue – est aussi de nos jours de plus en plus nécessaire pour relever les défis de l'avenir. Qui sait quels malheurs (ou quelles catastrophes) la crise financière, l'OMC ou même des guerres à venir nous apporteront. ●

¹ Hans Peter: Die Kantonalbanken und die Gemeinden und Genossenschaften, in: Denkschrift zum 75-Jahr Jubiläum der Zürcher Kantonalbank, Zürich 1945

² La valeur de rendement se calcule sur la base du rendement qui peut être réalisé en une année. En règle générale elle est de manière significative plus basse que la valeur marchande (= prix qui pourrait être atteint lors d'une vente sur le marché libre).

³ 50 ans de la Bauernhilfsskasse – Zürcher Landwirtschaftliche Kreditkasse 1933–1983, p. 22/23

⁴ 50 ans de la Bauernhilfsskasse – Zürcher Landwirtschaftliche Kreditkasse 1933–1983, p. 40

⁵ 50 ans de la Bauernhilfsskasse – Zürcher Landwirtschaftliche Kreditkasse 1933–1983, p. 29

Référendum contre le prélèvement obligatoire de données biométriques sur les passeports et les cartes d'identité suisses

hd. Juste avant la pause estivale, un arrêté fédéral a été adopté selon lequel à l'avenir uniquement des passeports et des cartes d'identité contenant des données biométriques (photo numérique du visage et empreintes digitales) seront disponibles. Un comité hors partis très diversifié a lancé le référendum contre cet arrêté fédéral. Cette mesure va bien au-delà de ce qu'exige l'UE de la Suisse dans le cadre de l'accord de Schengen. Un comité référendaire associant des personnes et des partis très divers a lancé le référendum et recollecte les signatures nécessaires (Expiration du délai référendaire: 2 octobre 2008!) pour obtenir une votation populaire sur cet arrêté douteux à de nombreux égards.

Selon la volonté du Conseil national et du Parlement, tous les nouveaux passeports et cartes d'identité suisses doivent, dès le 1^{er} mars 2010, être munis d'une puce de radio-identification (RFID) et contenir des données biométriques sur les empreintes digitales et le visage. En outre, celles-ci seront déposées dans une nouvelle banque de données centrale de la Confédération. Des autorités étrangères et même des sociétés privées (par exemples des entreprises de transport) seraient autorisées à saisir ces données personnelles des citoyens suisses. Le Conseil fédéral justifie la nécessité d'un nouveau «passeport 2010» en se référant à l'Accord de Schengen. Pourtant, dans celui-ci, il n'est pas question que les données doivent être enregistrées dans une banque centrale de données. Il n'y est pas question non plus de l'obligation d'établir des cartes d'identité biométriques à côté du passeport. Le règlement suisse va donc largement au-delà des mesures exigées par l'UE et les USA.

Perte de la liberté de choix personnelle

Dans la population, il règne en particulier une grande incompréhension à propos de la disparition de la liberté de choix. Avec cet arrêté fédéral, on enlève à tous les citoyens suisses la liberté de pouvoir choisir à l'avenir entre un passeport respectivement une carte d'identité biométrique ou non-biométrique. La disparition de cette possibilité de choix est une restriction massive des droits de liberté personnels des citoyens. Un citoyen, qui ne veut

pas que l'Etat lui prélève des données biométriques et les enregistre dans une banque de données centrale, n'aura plus la possibilité à l'avenir de posséder une carte d'identité pour prouver sa citoyenneté suisse à l'intérieur du pays. Suite à de vives protestations, le gouvernement allemand a dû, il y a seulement un mois, enterrer exactement les mêmes projets relatifs à l'obligation de prélever des données biométriques. Ainsi les Allemands continueront à avoir le choix de faire enregistrer leurs empreintes digitales sur leurs nouvelles cartes d'identité ou de le refuser.

- La puce de radio-identification RFID permet de suivre partout chaque déplacement de chaque individu.
- Les passeports et les cartes d'identité munis d'une puce RFID peuvent être très facilement déchiffrés par des personnes non autorisées.

– Lors de l'enregistrement des données personnelles dans une banque de données centrale au moyen des puces RFID la protection des données n'est plus garantie.

– En installant de plus en plus de puces électroniques dans les biens de consommation et maintenant aussi dans les papiers d'identité, on ouvre grande la porte à l'Etat de surveillance.

Une large opposition

Suite à l'approbation de cet arrêté fédéral par le Parlement, une large opposition réunissant des représentants de tout l'éventail politique suisse s'est formée pour lancer le référendum. Ainsi, 50 000 signatures doivent être recoltées jusqu'au 2 octobre, pour permettre une votation populaire sur cette question importante. Le *Comité référendaire hors partis contre les passeports et les cartes d'identité*

biométriques a officiellement lancé la récolte de signatures le 18 juillet. ●

On trouvera des informations complémentaires ainsi que des vidéos à ce sujet sur le site Internet du comité www.freiheitskampagne.ch.

Pour télécharger la liste de signatures en français: www.freiheitskampagne.ch/referendumfrancais.pdf

Contact:

Komitee gegen biometrische Schweizer Pässe und Identitätskarten
Postfach 268, 9501 Wil SG
info@freiheitskampagne.ch

Le référendum est soutenu par:

Margrit Kiener Nellen, conseillère nationale PS, Berne; Jeunes UDC du canton de Lucerne; Josef Zysiadis, conseiller national «A gauche toute/POP» Vaud; Parti écologiste suisse «Les Verts»; Dominique Baettig, conseiller national UDC, Jura; POP & Gauche en mouvement; Lukas Reimann, conseiller national UDC, Saint-Gall; Jeunes Verts suisses; Christian Waber, conseiller national UDF, Berne; Daniel Vischer, conseiller national des Verts, Zurich; Défense spirituelle; Geri Müller, conseiller national des Verts, Aarau; Liste alternative Schaffhouse; Fredy Gerber, conseiller national UDC, Bâle-Campagne; Patriot.ch; Pirmin Müller, président des Jeunes UDC Lucerne; Les Verts d'Argovie; Carlo Sommaruga, conseiller national PS, Genève; Liste alternative Winterthour; Rudolf Jucker, député du grand conseil PRD, Bâle-Ville; Jeunesse socialiste vaudoise; Samuel Ramseier, membre du Grand conseil UDC, Zurich; Les Verts Winterthour; Luc Recordon, conseiller aux Etats, Les Verts, Vaud; Solidarité sans frontière, Regroupement de CAS/MODS; Bernhard Zahner, président Jeunes UDC suisse; Les Démocrates suisses; Michael Kreuzer, président Jeunes UDC Valais supérieur; CCCZH; Aargauische Vaterländische Vereinigung; JULIA, les jeunes Alternatifs de gauche; Stefanie Looser-Freis, vice-présidente du parti et du groupe parlementaire PS Langenthal, Berne et conseillère aux Etats, Langenthal; Demokratische Juristinnen und Juristen, Zürich; Anian Liebrand, vice-président des Jeunes UDC Lucerne; Les communistes; Grüne Partei Bern-Demokratische Alternative; JU50 Lucerne; Union démocratique fédérale EDU/UDF; Demokratisches Nidwalden; Muttenzerkurve; AGB Mouvement anti-génocide; Roland Schöni, secrétaire central des DS Berne; Les Verts de Davos; Les jeunes socialistes d'Argovie; Parti populaire catholique suisse KVP; grundrechte.ch; Humans Hope; Stefan Keller, ancien député Les Verts, Argovie et membre du Conseil des habitants de Baden; Kinder ohne Rechte; Liste alternative Zurich; Dharma Ethik Partei; junge gruene bern; Christoph Landolt, président des jeunes radicaux, St-Gall.

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Nom / Prénom: _____

Rue / N°: _____

NPA / Localité: _____

Téléphone: _____

Date / Signature: _____

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich